

**CONVENȚIA**  
**Consiliului Europei privind manipularea în**  
**competițiile sportive**

**Macolin, 18 septembrie 2014**

**COPIE CERTIFICATĂ**  
TEXT ÎN LIMBILE ENGLEZĂ ȘI FRANCEZĂ

COUNCIL OF EUROPE CONVENTION  
ON THE MANIPULATION  
OF SPORTS COMPETITIONS

CONVENTION DU CONSEIL DE L'EUROPE  
SUR LA MANIPULATION  
DE COMPÉTITIONS SPORTIVES

### Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres signataires de la présente Convention,  
Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Considérant le plan d'action du 3<sup>e</sup> Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16-17 mai 2005), qui recommande la poursuite des activités du Conseil de l'Europe faisant référence dans le domaine du sport ;

Considérant qu'il est nécessaire de poursuivre l'élaboration d'un cadre européen et mondial commun pour le développement du sport, fondé sur les notions de démocratie pluraliste, de prééminence du droit, de droits de l'homme et d'éthique sportive ;

Conscients que tous les pays et tous les types de sport du monde sont potentiellement concernés par la manipulation de compétitions sportives et soulignant que ce phénomène constitue une menace d'ampleur mondiale pour l'intégrité du sport et requiert une réponse elle aussi mondiale, qui doit avoir le soutien de pays non membres du Conseil de l'Europe ;

Préoccupés par l'implication des activités criminelles, en particulier de la criminalité organisée, dans la manipulation de compétitions sportives, et par son caractère transnational ;

Rappelant la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1950, STE n° 5) et ses Protocoles, la Convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football (1985, STE n° 120), la Convention contre le dopage (1989, STE n° 135), la Convention pénale sur la corruption (1999, STE n° 173) et la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (2005, STCE n° 198) ;

Rappelant la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses Protocoles (2000) ;

Rappelant également la Convention des Nations Unies contre la corruption (2003) ;

Rappelant l'importance d'enquêter, effectivement et sans retard injustifié, sur les infractions relevant de leur juridiction ;

Rappelant le rôle essentiel de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol) visant à faciliter la coopération efficace entre les autorités chargées de l'application de la loi et la coopération judiciaire ;

Soulignant que les organisations sportives ont la responsabilité de détecter et de sanctionner les manipulations de compétitions sportives commises par des personnes relevant de leur autorité ;

## Preamble

The member States of the Council of Europe and the other signatories to this Convention,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members;

Considering the Action Plan of the Third Summit of Heads of State and Government of the Council of Europe (Warsaw, 16-17 May 2005), which recommends the continuation of Council of Europe activities which serve as references in the field of sport;

Considering that it is necessary to further develop a common European and global framework for the development of sport, based on the notions of pluralist democracy, rule of law, human rights and sports ethics;

Aware that every country and every type of sport in the world may potentially be affected by the manipulation of sports competitions and emphasising that this phenomenon, as a global threat to the integrity of sport, needs a global response which must also be supported by States which are not members of the Council of Europe;

Expressing concern about the involvement of criminal activities, and in particular organised crime in the manipulation of sports competitions and about its transnational nature;

Recalling the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (1950, ETS No. 5) and its Protocols, the European Convention on Spectator Violence and Misbehaviour at Sports Events and in particular at Football Matches (1985, ETS No. 120), the Anti-Doping Convention (1989, ETS No. 135), the Criminal Law Convention on Corruption (1999, ETS No. 173) and the Council of Europe Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime and on the Financing of Terrorism (2005, CETS No. 198);

Recalling the United Nations Convention against Transnational Organized Crime (2000) and the Protocols thereto;

Also recalling the United Nations Convention against Corruption (2003);

Recalling the importance of effectively investigating without undue delay the offences within their jurisdiction;

Recalling the key role that the International Criminal Police Organization (Interpol) plays in facilitating effective co-operation between the law enforcement authorities in addition to judicial co-operation;

Emphasising that sports organisations bear the responsibility to detect and sanction the manipulation of sports competitions committed by persons under their authority;

Saluant les résultats déjà obtenus dans la lutte contre la manipulation de compétitions sportives;

Convaincus qu'une lutte efficace contre la manipulation de compétitions sportives requiert une coopération nationale et internationale renforcée, rapide, soutenue et fonctionnant correctement;

Compte tenu des Recommandations du Comité des Ministres aux Etats membres n° Rec (92) 13 rev sur la Charte européenne du sport révisée, CM/Rec(2010)9 sur le Code d'éthique sportive révisé, Rec(2005)8 relative aux principes de bonne gouvernance dans le sport et CM/Rec(2011)10 sur la promotion de l'intégrité du sport pour combattre la manipulation des résultats, notamment les matchs arrangés;

Compte tenu des travaux et des conclusions des conférences suivantes:

- la 11<sup>e</sup> Conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables du sport (11 et 12 décembre 2008, Athènes);
- la 18<sup>e</sup> Conférence informelle du Conseil de l'Europe des ministres responsables du sport (22 septembre 2010, Bakou) sur la promotion de l'intégrité du sport contre la manipulation des résultats sportifs (matchs arrangés);
- la 12<sup>e</sup> Conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables du sport (15 mars 2012, Belgrade), particulièrement en ce qui concerne la rédaction d'un nouvel instrument juridique international contre la manipulation des résultats sportifs;
- la 5<sup>e</sup> Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS V) de l'Unesco;

Convaincus qu'un dialogue et une coopération entre les autorités publiques, les organisations sportives, les organisateurs de compétitions et les opérateurs de paris sportifs, aux niveaux national et international, fondés sur le respect et la confiance mutuels, sont essentiels à la recherche de réponses efficaces communes aux défis posés par le problème de la manipulation de compétitions sportives;

Reconnaissant que le sport, fondé sur une compétition juste et équitable, présente un caractère imprévisible et requiert de lutter fermement et efficacement contre les pratiques et attitudes contraires à l'éthique;

Convaincus que l'application systématique des principes de bonne gouvernance et d'éthique dans le sport contribue de manière significative à éliminer la corruption, la manipulation de compétitions sportives et d'autres pratiques répréhensibles dans ce secteur;

Reconnaissant que les organisations sportives, conformément au principe de l'autonomie du sport, sont responsables du sport, et sont dotées de responsabilités en matière d'autorégulation et de sanctions disciplinaires dans la lutte contre la manipulation de compétitions sportives, mais que les autorités publiques, autant que de besoin, protègent l'intégrité du sport;

Reconnaissant que le développement des activités de paris sportifs, notamment de l'offre de paris sportifs illégaux, accroît les risques de ces manipulations;

Considérant que la manipulation de compétitions sportives peut être liée ou non aux paris sportifs, liée ou non à des infractions pénales, et que tous les cas de figure doivent être traités;

Prenant note que les Etats bénéficient d'une marge d'appréciation pour décider des politiques en matière de paris sportifs, dans le cadre du droit applicable,

Sont convenus de ce qui suit:

Acknowledging the results already achieved in the fight against the manipulation of sports competitions;

Convinced that an effective fight against the manipulation of sports competitions requires increased, rapid, sustainable and properly functioning national and international co-operation;

Having regard to Committee of Ministers' Recommendations to member States Rec(92)13rev on the revised European Sports Charter; CM/Rec(2010)9 on the revised Code of Sports Ethics; Rec(2005)8 on the principles of good governance in sport and CM/Rec(2011)10 on promotion of the integrity of sport to fight the manipulation of results, notably match-fixing;

In the light of the work and conclusions of the following conferences:

- the 11th Council of Europe Conference of Ministers responsible for Sport, held in Athens on 11 and 12 December 2008;
- the 18th Council of Europe Informal Conference of Ministers responsible for Sport (Baku, 22 September 2010) on promotion of the integrity of sport against the manipulation of results (match-fixing);
- the 12th Council of Europe Conference of Ministers responsible for Sport (Belgrade, 15 March 2012) particularly in respect of the drafting of a new international legal instrument against the manipulation of sports results;
- the UNESCO 5th International Conference of Ministers and Senior Officials Responsible for Physical Education and Sport (MINEPS V);

Convinced that dialogue and co-operation among public authorities, sports organisations, competition organisers and sports betting operators at national and international levels on the basis of mutual respect and trust are essential in the search for effective common responses to the challenges posed by the problem of the manipulation of sports competitions;

Recognising that sport, based on fair and equal competition, is unpredictable in nature and requires unethical practices and behaviour in sport to be forcefully and effectively countered;

Emphasising their belief that consistent application of the principles of good governance and ethics in sport is a significant factor in helping to eradicate corruption, the manipulation of sports competitions and other kinds of malpractice in sport;

Acknowledging that, in accordance with the principle of the autonomy of sport, sports organisations are responsible for sport and have self-regulatory and disciplinary responsibilities in the fight against manipulation of sports competitions, but that public authorities protect the integrity of sport, where appropriate;

Acknowledging that the development of sports betting activities, particularly of illegal sports betting, increases the risks of such manipulation;

Considering that the manipulation of sports competitions may be related or unrelated to sports betting, and related or unrelated to criminal offences, and that it should be dealt with in all cases;

Taking note of the margin of discretion which States enjoy, within the framework of applicable law, in deciding on sports betting policies,

Have agreed as follows:

## **Chapitre I – But, principes directeurs, définitions**

### **Article 1 – But et principaux objectifs**

- 1 Le but de la présente Convention est de combattre la manipulation de compétitions sportives, afin de protéger l'intégrité du sport et l'éthique sportive, dans le respect du principe de l'autonomie du sport.
- 2 Dans ce but, la présente Convention vise :
  - a à prévenir, détecter et sanctionner la manipulation nationale ou transnationale de compétitions sportives nationales ou internationales ;
  - b à promouvoir la coopération nationale et internationale contre la manipulation de compétitions sportives, entre les autorités publiques concernées, et avec les organisations impliquées dans le sport et dans les paris sportifs.

### **Article 2 – Principes directeurs**

- 1 La lutte contre la manipulation de compétitions sportives s'inscrit notamment dans le respect des principes suivants :
  - a les droits de l'homme ;
  - b la légalité ;
  - c la proportionnalité ;
  - d la protection de la vie privée et des données à caractère personnel.

### **Article 3 – Définitions**

Aux fins de la présente Convention :

- 1 « Compétition sportive » désigne toute épreuve sportive organisée conformément aux règles établies par une organisation sportive répertoriée par le Comité de suivi de la Convention, conformément à l'article 31.2, et reconnue par une organisation sportive internationale, ou, le cas échéant, une autre organisation sportive compétente.
- 2 « Organisation sportive » désigne toute organisation qui régit le sport ou un sport en particulier, et qui figure dans la liste adoptée par le Comité de suivi de la Convention, conformément à l'article 31.2, ainsi que les organisations continentales et nationales qui y sont, le cas échéant, affiliées.
- 3 « Organisateur de compétitions » désigne toute organisation sportive ou toute autre personne, quelle que soit sa forme juridique, qui organise des compétitions sportives.
- 4 « Manipulation de compétitions sportives » désigne un arrangement, un acte ou une omission intentionnels visant à une modification irrégulière du résultat ou du déroulement d'une compétition sportive afin de supprimer tout ou partie du caractère imprévisible de cette compétition, en vue d'obtenir un avantage indu pour soi-même ou pour autrui.
- 5 « Pari sportif » désigne toute mise de valeur pécuniaire, dans l'espoir d'un gain de valeur pécuniaire conditionné par la réalisation d'un fait futur incertain se rapportant à une compétition sportive. En particulier :
  - a « pari sportif illégal » désigne tout pari sportif dont le type ou l'opérateur n'est pas autorisé, en vertu du droit applicable dans la juridiction où se trouve le consommateur ;

## **Chapter I – Purpose, guiding principles, definitions**

### **Article 1 – Purpose and main objectives**

- 1 The purpose of this Convention is to combat the manipulation of sports competitions in order to protect the integrity of sport and sports ethics in accordance with the principle of the autonomy of sport.
- 2 For this purpose, the main objectives of this Convention are:
  - a to prevent, detect and sanction national or transnational manipulation of national and international sports competitions;
  - b to promote national and international co-operation against manipulation of sports competitions between the public authorities concerned, as well as with organisations involved in sports and in sports betting.

### **Article 2 – Guiding principles**

- 1 The fight against the manipulation of sports competitions shall ensure respect, inter alia, for the following principles:
  - a human rights;
  - b legality;
  - c proportionality;
  - d protection of private life and personal data.

### **Article 3 – Definitions**

For the purposes of this Convention:

- 1 "Sports competition" means any sport event organised in accordance with the rules set by a sports organisation listed by the Convention Follow-up Committee in accordance with Article 31.2, and recognised by an international sports organisation, or, where appropriate, another competent sports organisation.
- 2 "Sports organisation" means any organisation which governs sport or one particular sport, and which appears on the list adopted by the Convention Follow-up Committee in accordance with Article 31.2, as well as its continental and national affiliated organisations, if necessary.
- 3 "Competitions organiser" means any sports organisation or any other person, irrespective of their legal form, which organises sports competitions.
- 4 "Manipulation of sports competitions" means an intentional arrangement, act or omission aimed at an improper alteration of the result or the course of a sports competition in order to remove all or part of the unpredictable nature of the aforementioned sports competition with a view to obtaining an undue advantage for oneself or for others.
- 5 "Sports betting" means any wagering of a stake of monetary value in the expectation of a prize of monetary value, subject to a future and uncertain occurrence related to a sports competition. In particular:
  - a "illegal sports betting" means any sports betting activity whose type or operator is not allowed under the applicable law of the jurisdiction where the consumer is located;

- b « pari sportif atypique » désigne toute activité de pari sportif qui présente des caractéristiques non conformes aux standards habituels ou anticipés du marché considéré ou qui porte sur une compétition sportive dont le déroulement présente des caractéristiques inhabituelles ;
  - c « pari sportif suspect » désigne toute activité de pari sportif qui, selon des indices fondés et concordants, apparaît liée à un fait de manipulation de la compétition sportive sur laquelle il porte.
- 6 « Acteurs de la compétition » désigne toute personne physique ou morale appartenant à l'une des catégories suivantes :
- a « sportif » désigne toute personne ou groupe de personnes qui participe à des compétitions sportives ;
  - b « personnel d'encadrement des sportifs » désigne tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, officiel d'équipe, personnel médical ou paramédical qui travaille avec des sportifs ou qui traite des sportifs participant à une compétition sportive ou s'y préparant et toutes les autres personnes qui travaillent avec des sportifs ;
  - c « officiel » désigne les propriétaires, actionnaires, dirigeants et personnel des entités organisatrices et promotrices de compétitions sportives, ainsi que les arbitres, les membres du jury et toute autre personne accréditée. Ce terme désigne également les dirigeants et le personnel d'une organisation sportive internationale, ou, le cas échéant, d'une autre organisation sportive compétente qui reconnaît la compétition.
- 7 « Information d'initié » désigne toute information relative à une compétition détenue par une personne en raison de sa position vis-à-vis d'un sport ou d'une compétition, à l'exclusion des renseignements déjà publiés ou de notoriété publique, aisément accessibles à un public intéressé ou encore divulgués en conformité avec les directives et réglementations présidant à la compétition en question.

## **Chapitre II – Prévention, coopération et autres mesures**

### **Article 4 – Coordination interne**

- 1 Chaque Partie coordonne les politiques et les actions des autorités publiques concernées par la lutte contre la manipulation de compétitions sportives.
- 2 Chaque Partie, dans le ressort de sa juridiction, encourage les organisations sportives, les organisateurs de compétitions et les opérateurs de paris sportifs à coopérer dans la lutte contre les manipulations de compétitions sportives et, le cas échéant, les charge de mettre en œuvre les dispositions de la présente Convention qui les concernent respectivement.

### **Article 5 – Appréciation et gestion des risques**

- 1 Chaque Partie procède – s'il y a lieu en coopération avec les organisations sportives, les opérateurs de paris sportifs, les organisateurs de compétitions et d'autres organisations concernées – à l'identification, à l'analyse et à l'évaluation des risques liés à la manipulation de compétitions sportives.
- 2 Chaque Partie encourage les organisations sportives, les opérateurs de paris sportifs, les organisateurs de compétitions et toute autre organisation concernée à adopter des procédures et des règles pour combattre la manipulation de compétitions sportives et adopte, le cas échéant, les mesures législatives ou autres nécessaires à cette fin.

- b "irregular sports betting" shall mean any sports betting activity inconsistent with usual or anticipated patterns of the market in question or related to betting on a sports competition whose course has unusual characteristics;
  - c "suspicious sports betting" shall mean any sports betting activity which, according to reliable and consistent evidence, appears to be linked to a manipulation of the sports competition on which it is offered.
- 6 "Competition stakeholder" means any natural or legal person belonging to one of the following categories:
- a "athlete" means any person or group of persons, participating in sports competitions;
  - b "athlete support personnel" means any coach, trainer, manager, agent, team staff, team official, medical or paramedical personnel working with or treating athletes participating in or preparing for sports competitions, and all other persons working with the athletes;
  - c "official" means any person who is the owner of, a shareholder in, an executive or a staff member of the entities which organise and promote sports competitions, as well as referees, jury members and any other accredited persons. The term also covers the executives and staff of the international sports organisation, or where appropriate, other competent sports organisation which recognises the competition.
- 7 "Inside information" means information relating to any competition that a person possesses by virtue of his or her position in relation to a sport or competition, excluding any information already published or common knowledge, easily accessible to interested members of the public or disclosed in accordance with the rules and regulations governing the relevant competition.

## **Chapter II – Prevention, co-operation and other measures**

### **Article 4 – Domestic co-ordination**

- 1 Each Party shall co-ordinate the policies and action of all the public authorities concerned with the fight against the manipulation of sports competitions.
- 2 Each Party, within its jurisdiction, shall encourage sports organisations, competition organisers and sports betting operators to co-operate in the fight against the manipulation of sports competitions and, where appropriate, entrust them to implement the relevant provisions of this Convention.

### **Article 5 – Risk assessment and management**

- 1 Each Party shall – where appropriate in co-operation with sports organisations, sports betting operators, competition organisers and other relevant organisations – identify, analyse and evaluate the risks associated with the manipulation of sports competitions.
- 2 Each Party shall encourage sports organisations, sports betting operators, competition organisers and any other relevant organisation to establish procedures and rules in order to combat manipulation of sports competitions and shall adopt, where appropriate, legislative or other measures necessary for this purpose.

#### **Article 6 – Education et sensibilisation**

- 1 Chaque Partie encourage la sensibilisation, l'éducation, la formation et la recherche pour renforcer la lutte contre la manipulation de compétitions sportives.

#### **Article 7 – Organisations sportives et organisateurs de compétitions**

- 1 Chaque Partie encourage les organisations sportives et les organisateurs de compétitions à adopter et à appliquer des règles pour combattre la manipulation de compétitions sportives, et des principes de bonne gouvernance, qui concernent notamment:
  - a la prévention des conflits d'intérêts, notamment:
    - l'interdiction aux acteurs de la compétition sportive de parier sur les compétitions auxquelles ils participent;
    - l'interdiction de l'utilisation abusive ou de la diffusion d'informations d'initié;
  - b le respect par les organisations sportives et leurs membres affiliés de l'ensemble de leurs obligations contractuelles ou autres;
  - c l'obligation faite aux acteurs de la compétition sportive de signaler immédiatement toute activité suspecte et tout incident, toute incitation ou toute approche qui pourrait être considérée comme une violation des règles contre la manipulation de compétitions sportives.
- 2 Chaque Partie encourage les organisations sportives à adopter et à mettre en œuvre des mesures appropriées en vue de garantir:
  - a le contrôle renforcé et efficace du déroulement des compétitions sportives exposées à des risques de manipulation;
  - b des dispositions pour informer sans délai les autorités publiques pertinentes ou la plateforme nationale de cas d'activités suspectes liées à la manipulation de compétitions sportives;
  - c des mécanismes efficaces pour faciliter la divulgation de toute information concernant les cas potentiels ou réels de manipulation de compétitions sportives, y compris une protection adéquate des lanceurs d'alerte;
  - d la sensibilisation des acteurs de la compétition, notamment des jeunes sportifs au risque de manipulation de compétitions sportives et les efforts pour le combattre, par l'éducation, la formation et la diffusion d'informations;
  - e la désignation la plus tardive possible des officiels compétents pour une compétition sportive, notamment les juges et les arbitres.
- 3 Chaque Partie encourage ses organisations sportives et, à travers elles, les organisations sportives internationales, à appliquer des sanctions et mesures disciplinaires spécifiques, effectives, proportionnées et dissuasives en cas d'infraction de leurs règles internes contre la manipulation de compétitions sportives, en particulier celles visées au paragraphe 1 du présent article, ainsi que pour assurer la reconnaissance mutuelle et l'exécution des sanctions imposées par d'autres organisations sportives, notamment dans d'autres pays.
- 4 La responsabilité disciplinaire établie par les organisations sportives ne doit pas exclure la responsabilité pénale, civile ou administrative.

#### **Article 8 – Mesures concernant le financement des organisations sportives**

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres nécessaires pour garantir une transparence adéquate du financement des organisations sportives qui sont soutenues financièrement par la Partie.

#### **Article 6 – Education and awareness raising**

- 1 Each Party shall encourage awareness raising, education, training and research to strengthen the fight against manipulation of sports competitions.

#### **Article 7 – Sports organisations and competition organisers**

- 1 Each Party shall encourage sports organisations and competition organisers to adopt and implement rules to combat the manipulation of sports competitions as well as principles of good governance, related, inter alia, to:
  - a prevention of conflicts of interest, including:
    - prohibiting competition stakeholders from betting on sports competitions in which they are involved;
    - prohibiting the misuse or dissemination of inside information;
  - b compliance by sports organisations and their affiliated members with all their contractual or other obligations;
  - c the requirement for competition stakeholders to report immediately any suspicious activity, incident, incentive or approach which could be considered an infringement of the rule against the manipulation of sports competitions.
- 2 Each Party shall encourage sports organisations to adopt and implement the appropriate measures in order to ensure:
  - a enhanced and effective monitoring of the course of sports competitions exposed to the risks of manipulation;
  - b arrangements to report without delay instances of suspicious activity linked to the manipulation of sports competitions to the relevant public authorities or national platform;
  - c effective mechanisms to facilitate the disclosure of any information concerning potential or actual cases of manipulation of sports competitions, including adequate protection for whistle-blowers;
  - d awareness among competition stakeholders including young athletes of the risk of manipulation of sports competitions and the efforts to combat it, through education, training and the dissemination of information;
  - e the appointment of relevant officials for a sports competition, in particular judges and referees, at the latest possible stage.
- 3 Each Party shall encourage its sports organisations, and through them the international sports organisations to apply specific, effective, proportionate and dissuasive disciplinary sanctions and measures to infringements of their internal rules against the manipulation of sports competitions, in particular those referred to in paragraph 1 of this article, as well as to ensure mutual recognition and enforcement of sanctions imposed by other sports organisations, notably in other countries.
- 4 Disciplinary liability established by sports organisations shall not exclude any criminal, civil or administrative liability.

#### **Article 8 – Measures regarding the financing of sports organisations**

- 1 Each Party shall adopt such legislative or other measures as may be necessary to ensure appropriate transparency regarding the funding of sports organisations that are financially supported by the Party.

- 2 Chaque Partie étudie la possibilité de soutenir les organisations sportives dans la lutte contre la manipulation de compétitions sportives, notamment en finançant des mécanismes appropriés.
- 3 Chaque Partie examine, en fonction de la situation, l'éventualité de refuser l'octroi de subventions ou d'inviter les organisations sportives à refuser l'octroi de subventions en faveur d'acteurs de la compétition sanctionnés pour manipulation de compétitions sportives, pendant la durée de la sanction.
- 4 Chaque Partie prend, si besoin, les mesures nécessaires pour retirer tout ou partie de son soutien, financier ou autre, dans le domaine du sport, à toute organisation sportive qui ne respecte pas effectivement les règles relatives à la lutte contre la manipulation de compétitions sportives.

#### **Article 9 – Mesures concernant l'autorité de régulation des paris ou la ou les autres autorités responsables**

- 1 Chaque Partie désigne l'autorité ou les autorités responsables qui, dans l'ordre juridique de cette Partie, sont chargées de mettre en œuvre la régulation des paris sportifs et d'appliquer les mesures pertinentes pour combattre la manipulation de compétitions sportives en lien avec les paris sportifs, y compris, le cas échéant :
  - a l'échange d'informations, en temps utile, avec les autres autorités compétentes ou la plateforme nationale sur les paris sportifs illégaux, atypiques ou suspects ainsi que sur des violations de réglementations telles que mentionnées ou établies conformément à la présente Convention ;
  - b la limitation de l'offre de paris sportifs, après consultation des organisations sportives nationales et des opérateurs de paris sportifs, en excluant notamment les compétitions sportives :
    - destinées spécifiquement aux moins de 18 ans ; ou
    - dont les conditions d'organisation et/ou les enjeux sportifs sont insuffisants ;
  - c la mise à disposition préalable des organisateurs de compétitions d'informations relatives aux types et à l'objet des offres de paris, pour soutenir leurs efforts d'identification et de gestion des risques de manipulation de leurs compétitions ;
  - d de veiller à l'utilisation systématique dans les paris sportifs de moyens de paiement permettant de tracer les flux financiers au-dessus d'un certain seuil défini par chaque Partie, notamment les émetteurs, les bénéficiaires et les montants ;
  - e des mécanismes, en coopération avec et entre les organisations sportives, et, le cas échéant, les opérateurs de paris, visant à empêcher les acteurs de la compétition de parier sur des compétitions sportives en violation des règles sportives ou des lois applicables ;
  - f la suspension de la prise de paris, conformément à sa législation interne, sur les compétitions sur lesquelles une alerte appropriée a été émise.
- 2 Chaque Partie communique au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les noms et adresses de l'autorité ou des autorités identifiées en vertu du paragraphe 1 de cet article.

#### **Article 10 – Opérateurs de paris sportifs**

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres qui se révèlent nécessaires pour prévenir les conflits d'intérêts et l'utilisation abusive d'informations d'initié par des personnes physiques ou morales impliquées dans la fourniture d'offres de paris sportifs, notamment en restreignant la possibilité :
  - a pour toute personne physique ou morale impliquée dans l'offre de paris sportifs, de miser sur ses propres produits ;

- 2 Each Party shall consider the possibility of helping sports organisations to combat the manipulation of sports competitions, including by funding appropriate mechanisms.
- 3 Each Party shall where necessary consider withholding financial support or inviting sports organisations to withhold financial support from competition stakeholders sanctioned for manipulating sports competitions, for the duration of the sanction.
- 4 Where appropriate, each Party shall take steps to withhold some or all financial or other sports-related support from any sports organisations that do not effectively apply regulations for combating manipulation of sports competitions.

**Article 9 – Measures regarding the betting regulatory authority or other responsible authority or authorities**

- 1 Each Party shall identify one or more responsible authorities, which in the Party's legal order are entrusted with the implementation of sports betting regulation and with the application of relevant measures to combat the manipulation of sports competitions in relation to sports betting, including, where appropriate:
  - a the exchange of information, in a timely manner, with other relevant authorities or national platform for illegal, irregular or suspicious sports betting as well as infringement of the regulations referred to or established in accordance with this Convention;
  - b the limitation of the supply of sports betting, following consultation with the national sports organisations and sports betting operators, particularly excluding sports competitions:
    - which are designed for those under the age of 18; or
    - where the organisational conditions and/or stakes in sporting terms are inadequate;
  - c the advance provision of information about the types and the objects of sports betting products to competition organisers in support of their efforts to identify and manage risk of sports manipulation within their competition;
  - d the systematic use in sports betting of means of payment allowing financial flows above certain threshold, defined by each Party, to be traced, particularly the senders, the recipients and the amounts;
  - e mechanisms, in co-operation with and between sports organisations and, where appropriate, sports betting operators, to prevent competition stakeholders from betting on sports competitions that are in breach of relevant sports rules or applicable law;
  - f the suspension of betting, according to domestic law, on competitions for which an appropriate alert has been issued.
- 2 Each Party shall communicate to the Secretary General of the Council of Europe the name and addresses of the authority or authorities identified in pursuance of paragraph 1 of this article

**Article 10 – Sports betting operators**

- 1 Each Party shall adopt such legislative or other measures as may be necessary to prevent conflicts of interest and misuse of inside information by natural or legal persons involved in providing sports betting products, in particular through restrictions on:
  - a natural or legal persons involved in providing sports betting products betting on their own products;

- b d'abuser d'une position de sponsor ou de détenteur de part dans une organisation sportive pour faciliter la manipulation d'une compétition ou pour utiliser abusivement des informations d'initié;
  - c pour tout acteur de la compétition, de participer à la détermination des cotes des paris proposés sur la compétition à laquelle il participe;
  - d pour tout opérateur de paris qui contrôle un organisateur ou un acteur de la compétition, ainsi que pour tout opérateur de paris qui est contrôlé par un tel organisateur ou acteur de la compétition, de proposer des paris sportifs sur la compétition à laquelle participe cet organisateur ou acteur de la compétition.
- 2 Chaque Partie encourage ses opérateurs de paris sportifs et, à travers eux, les organisations internationales d'opérateurs de paris sportifs, à sensibiliser leurs propriétaires et leurs employés aux conséquences de la manipulation de compétitions sportives et à la lutte contre ce phénomène, par l'éducation, la formation et la diffusion d'informations.
  - 3 Chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres nécessaires pour obliger les opérateurs de paris sportifs à signaler sans délai les paris atypiques ou suspects à l'autorité de régulation des paris, à la ou aux autres autorités responsables, ou à la plateforme nationale.

#### **Article 11 – Lutter contre les paris sportifs illégaux**

- 1 Afin de combattre la manipulation de compétitions sportives, chaque Partie étudie les moyens les plus adaptés de lutte contre les opérateurs de paris sportifs illégaux et envisage l'adoption de mesures dans le respect du droit applicable à la juridiction concernée, telles que :
  - a la fermeture ou la restriction directe et indirecte de l'accès aux opérateurs de paris sportifs illégaux à distance et la fermeture des opérateurs de paris illégaux disposant d'un réseau physique relevant de sa juridiction;
  - b le blocage des flux financiers entre les opérateurs de paris sportifs illégaux et les consommateurs;
  - c l'interdiction de la publicité pour les opérateurs de paris sportifs illégaux;
  - d la sensibilisation des consommateurs aux risques associés aux paris sportifs illégaux.

### **Chapitre III – Echanges d'informations**

#### **Article 12 – Echanges d'informations entre autorités publiques compétentes, organisations sportives et opérateurs de paris sportifs**

- 1 Sans préjudice des dispositions de l'article 14, chaque Partie facilite, aux niveaux national et international, et conformément à sa législation interne, l'échange d'informations entre les autorités publiques, les organisations sportives, les organisateurs de compétitions, les opérateurs de paris sportifs concernés et les plateformes nationales. En particulier, chaque Partie s'engage à mettre en place des mécanismes de communication d'informations pertinentes, notamment la mise à disposition des organisateurs de compétitions d'information préalable sur les types et l'objet des offres de paris, lorsque ces informations sont susceptibles d'aider à effectuer une évaluation des risques visés à l'article 5 et à entamer ou à mener des investigations ou des poursuites concernant la manipulation de compétitions sportives.
- 2 Sur demande, le destinataire de telles informations informe, conformément à la législation interne et sans délai, l'organisation ou l'autorité qui les lui a communiquées des suites qui ont été données à cette communication.

- b the abuse of a position as sponsor or ~~part-owner of a sports organisation to facilitate the manipulation of a sports competition or to misuse inside information;~~
  - c competition stakeholders being involved in compiling betting odds for the competition in which they are involved;
  - d any sports betting operator who controls a competition organiser or stakeholder, as well as any sports betting operator who is controlled by such a competition organiser or stakeholder, offering bets on the competition in which this competition organiser or stakeholder is involved.
- 2 Each Party shall encourage its sports betting operators, and through them, the international organisations of sports betting operators, to raise awareness among their owners and employees of the consequences of and the fight against manipulation of sports competitions, through education, training and the dissemination of information.
  - 3 Each Party shall adopt such legislative or other measures as may be necessary to oblige sports betting operators to report irregular or suspicious betting without delay to the betting regulatory authority, the other responsible authority or authorities, or the national platform.

#### **Article 11 – The fight against illegal sports betting**

- 1 With a view to combating the manipulation of sports competitions, each Party shall explore the most appropriate means to fight operators of illegal sports betting and shall consider adopting measures, in accordance with the applicable law of the relevant jurisdiction, such as:
  - a closure or direct and indirect restriction of access to illegal remote sports betting operators; and closure of illegal land-based sports betting operators in the Party's jurisdiction;
  - b blocking of financial flows between illegal sports betting operators and consumers;
  - c prohibition of advertising for illegal sports betting operators;
  - d raising of consumers' awareness of the risks associated with illegal sports betting.

### **Chapter III – Exchange of information**

#### **Article 12 – Exchange of information between competent public authorities, sports organisations and sports betting operators**

- 1 Without prejudice to Article 14, each Party shall facilitate, at national and international level and in accordance with its domestic law, exchanges of information between the relevant public authorities, sports organisations, competition organisers, sports betting operators and national platforms. In particular, each Party shall undertake to set up mechanisms for sharing relevant information when such information might assist in the carrying out of the risk assessment referred to in Article 5 and namely the advanced provision of information about the types and object of the betting products to the competition organisers, and in initiating or carrying out investigations or proceedings concerning the manipulation of sports competitions.
- 2 Upon request, the recipient of such information shall, in accordance with domestic law and without delay, inform the organisation or the authority sharing the information of the follow up given to this communication.

- 3 Chaque Partie étudie les possibilités de développer ou de renforcer la coopération et l'échange d'informations dans le domaine de la lutte contre les paris sportifs illégaux, comme le prévoit l'article 11 de la présente Convention.

#### Article 13 – Plateforme nationale

- 1 Chaque Partie identifie une plateforme nationale chargée de traiter de la manipulation de compétitions sportives. La plateforme nationale doit notamment, en conformité avec la législation interne :
  - a servir de centre d'information, collectant et transmettant des informations pertinentes pour la lutte contre la manipulation de compétitions sportives aux organisations et autorités pertinentes;
  - b coordonner la lutte contre la manipulation de compétitions sportives;
  - c recevoir, centraliser et analyser les informations relatives aux paris atypiques et suspects sur les compétitions sportives se déroulant sur le territoire de chaque Partie et émettre, le cas échéant, des alertes;
  - d transmettre des informations aux autorités publiques ou aux organisations sportives et/ou aux opérateurs de paris sportifs sur de possibles infractions aux lois ou aux règlements sportifs visés par la présente Convention;
  - e coopérer avec toute organisation et autorité pertinentes aux niveaux national et international, incluant les plateformes nationales des autres Etats.
- 2 Chaque Partie communique au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe le nom et les adresses de la plateforme nationale.

#### Article 14 – Protection des données personnelles

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour s'assurer que toutes les mesures contre la manipulation de compétitions sportives respectent les lois et normes nationales et internationales pertinentes en matière de protection des données à caractère personnel, en particulier lors de l'échange d'informations visé dans la présente Convention.
- 2 Chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres nécessaires pour garantir que les autorités publiques et les organisations visées dans la présente Convention prennent les mesures requises pour s'assurer que les principes de légalité, d'adéquation, de pertinence et d'exactitude, de même que la sécurité des données et les droits des personnes concernées sont dûment pris en compte lorsqu'elles collectent, traitent et échangent des données personnelles, quelle que soit la nature de ces échanges.
- 3 Chaque Partie prévoit dans son droit que les autorités publiques et les organisations visées dans la présente Convention veillent à ce que l'échange des données aux fins de la présente Convention n'aille pas au-delà du minimum nécessaire à la poursuite des buts déclarés de l'échange.
- 4 Chaque Partie invite les différentes autorités publiques et les organisations visées dans la présente Convention à mettre en œuvre les moyens techniques nécessaires pour assurer la sécurité des données échangées et garantir leur fiabilité et leur intégrité, ainsi que la disponibilité et l'intégrité des systèmes d'échanges de données et l'identification de leurs utilisateurs.

- 3 Each Party shall explore possible ways of developing or enhancing co-operation and exchange of information in the context of the fight against illegal sports betting as set out in Article 1 of this Convention.

#### **Article 13 – National platform**

- 1 Each Party shall identify a national platform addressing manipulation of sports competitions. The national platform shall, in accordance with domestic law, inter alia:
  - a serve as an information hub, collecting and disseminating information that is relevant to the fight against manipulation of sports competitions to the relevant organisations and authorities;
  - b co-ordinate the fight against the manipulation of sports competitions;
  - c receive, centralise and analyse information on irregular and suspicious bets placed on sports competitions taking place on the territory of the Party and, where appropriate, issue alerts;
  - d transmit information on possible infringements of laws or sports regulations referred to in this Convention to public authorities or to sports organisations and/or sports betting operators;
  - e co-operate with all organisations and relevant authorities at national and international levels, including national platforms of other States.
- 2 Each Party shall communicate to the Secretary General of the Council of Europe the name and addresses of the national platform.

#### **Article 14 – Personal data protection**

- 1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to ensure that all actions against the manipulation of sports competitions comply with relevant national and international personal data protection laws and standards, particularly in the exchange of information covered by this Convention.
- 2 Each Party shall adopt such legislative or other measures as necessary to guarantee that the public authorities and organisations covered by this Convention take the requisite measures in order to ensure that, when personal data are collected, processed and exchanged, irrespective of the nature of those exchanges, due regard is given to the principles of lawfulness, adequacy, relevance and accuracy, and also to data security and the rights of data subjects.
- 3 Each Party shall provide in its laws that the public authorities and organisations covered by this Convention are to ensure that the exchange of data for the purpose of this Convention does not go beyond the necessary minimum for the pursuit of the stated purposes of the exchange.
- 4 Each Party shall invite the various public authorities and organisations covered by this Convention to provide the requisite technical means to ensure the security of the data exchanged and to guarantee their reliability and integrity, as well as the availability and integrity of the data exchange systems and the identification of their users.

## **Chapitre IV – Droit pénal matériel et coopération en matière d'exécution**

### **Article 15 – Infractions pénales relatives à la manipulation de compétitions sportives**

- 1 Chaque Partie veille à ce que son droit interne permette de sanctionner pénalement la manipulation de compétitions sportives, dès lors que les faits comprennent des éléments de contrainte, de corruption ou de fraude tels que définis par son droit interne.

### **Article 16 – Blanchiment du produit des infractions pénales relatives à la manipulation de compétitions sportives**

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale dans son droit interne les actes tels que ceux visés à l'article 9, paragraphes 1 et 2, de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (2005, STCE n° 198), à l'article 6, paragraphe 1, de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2000) ou à l'article 23, paragraphe 1, de la Convention des Nations Unies contre la corruption (2003), dans les conditions y prévues, lorsque l'infraction principale générant un profit est l'une des infractions visées aux articles 15 et 17 de la présente Convention et, en tout état de cause, en cas d'extorsion, de corruption et de fraude.
- 2 Lorsqu'elle détermine la gamme des infractions constituant des infractions principales énumérées au paragraphe 1, chaque Partie peut décider, conformément à son droit interne, comment elle définira ces infractions et la nature de tout élément particulier de ces infractions qui en fait des infractions graves.
- 3 Chaque Partie envisage d'inclure les manipulations de compétitions sportives dans le cadre de la prévention contre le blanchiment d'argent, en exigeant des opérateurs de paris sportifs d'appliquer des exigences de diligence due à l'égard des consommateurs, de tenue des registres et de déclarations.

### **Article 17 – Complicité**

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale, dans son droit interne, toute complicité intentionnelle dans la commission d'une des infractions visées à l'article 15 de la présente Convention.

### **Article 18 – Responsabilité des personnes morales**

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres nécessaires pour faire en sorte de s'assurer que les personnes morales peuvent être tenues pour responsables des infractions visées aux articles 15 à 17 de la présente Convention, lorsque ces infractions sont commises pour leur compte par toute personne physique, agissant soit individuellement, soit en tant que membre d'un organe de la personne morale, qui exerce un pouvoir de direction au sein de celle-ci, sur les bases suivantes:
  - a un pouvoir de représentation de la personne morale;
  - b une autorité pour prendre des décisions au nom de la personne morale;
  - c une autorité pour exercer un contrôle au sein de la personne morale.
- 2 Selon les principes juridiques de la Partie, la responsabilité d'une personne morale peut être pénale, civile ou administrative.

## **Chapter IV – Substantive criminal law and co-operation with regard to enforcement**

### **Article 15 – Criminal offences relating to the manipulation of sports competitions**

- 1 Each Party shall ensure that its domestic laws enable to criminally sanction manipulation of sports competitions when it involves either coercive, corrupt or fraudulent practices, as defined by its domestic law.

### **Article 16 – Laundering of the proceeds of criminal offences relating to the manipulation of sports competitions**

- 1 Each Party shall adopt such legislative or other measures as may be necessary to establish criminal offences under its domestic law the conduct as referred to in Article 9, paragraph 1 and 2, of the Council of Europe Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime and on the Financing of Terrorism (2005, CETS No. 198), in Article 17, paragraph 1, of the United Nations Convention against Transnational Organized Crime (2000) or in Article 23, paragraph 1, of the United Nations Convention against Corruption (2003) under the conditions referred to therein, when the predicate offence giving rise to profit is one of those referred to in Articles 15 and 17 of this Convention and in any event, in the case of extortion, corruption and fraud.
- 2 When deciding on the range of offences to be covered as predicate offences mentioned in paragraph 1, each Party may decide, in accordance with its domestic law, how it will define those offences and the nature of any particular elements that make them serious.
- 3 Each Party shall consider including the manipulation of sports competitions in its money laundering prevention framework by requiring sports betting operators to apply customer due diligence, record keeping and reporting requirements.

### **Article 17 – Aiding and abetting**

- 1 Each Party shall adopt such legislative and other measures as may be necessary to establish criminal offences under its domestic law, when committed intentionally, the aiding and abetting of the commission of any of the criminal offences referred to in Article 15 of this Convention

### **Article 18 – Corporate liability**

- 1 Each Party shall adopt such legislative or other measures as may be necessary to ensure that legal persons can be held liable for offences referred to in Articles 15 to 17 of this Convention, committed for their benefit by any natural person, acting either individually or as a member of an organ of the legal person, who has a leading position within the legal person, based on:
  - a a power of representation of the legal person;
  - b the authority to take decisions on behalf of the legal person;
  - c the authority to exercise control within the legal person.
- 2 Subject to the legal principles of the Party, the liability of a legal person may be criminal, civil or administrative.

- 3 Outre les cas déjà prévus au paragraphe 1, chaque Partie adopte les mesures nécessaires pour s'assurer qu'une personne morale peut être tenue pour responsable lorsque l'absence de surveillance ou de contrôle de la part d'une personne physique telle que mentionnée au paragraphe 1 a rendu possible la commission d'une infraction visée aux articles 15 à 17 de la présente Convention pour le compte de ladite personne morale par une personne physique agissant sous son autorité.
- 4 Cette responsabilité est établie sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques ayant commis l'infraction.

## **Chapitre V – Compétence, droit pénal procédural et répression**

### **Article 19 – Compétence**

- 1 Chaque Partie adopte les mesures législatives ou autres nécessaires pour établir sa compétence à l'égard d'une infraction visée aux articles 15 à 17 de la présente Convention lorsque l'infraction est commise:
  - a sur son territoire; ou
  - b à bord d'un navire battant pavillon de cette Partie; ou
  - c à bord d'un aéronef immatriculé selon ses lois; ou
  - d par un de ses ressortissants ou par une personne ayant sa résidence habituelle sur son territoire.
- 2 Chaque Etat ou l'Union européenne peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, dans une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer qu'elle se réserve le droit de ne pas appliquer, ou de n'appliquer que dans des cas ou conditions spécifiques, les règles de compétence définies au paragraphe 1, alinéa d, du présent article.
- 3 Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour établir sa compétence à l'égard de toute infraction visée aux articles 15 à 17 de la présente Convention lorsque l'auteur présumé est présent sur son territoire et ne peut être extradé vers une autre Partie en raison de sa nationalité.
- 4 Lorsque plusieurs Parties revendiquent leur compétence à l'égard d'une infraction présumée visée aux articles 15 à 17 de la présente Convention, les Parties concernées se concertent, le cas échéant, afin de déterminer quelle juridiction est la plus à même d'exercer les poursuites.
- 5 Sans préjudice des règles générales de droit international, la présente Convention n'exclut aucune compétence pénale, civile ou administrative exercée par une Partie conformément à son droit interne.

### **Article 20 – Préservation des preuves électroniques**

- 1 Chaque Partie adopte des mesures législatives ou autres pour préserver les preuves électroniques, notamment grâce à la conservation rapide des données informatiques stockées, à la conservation et la divulgation rapides des données relatives au trafic, aux injonctions de produire, à la perquisition et la saisie des données informatiques stockées, à la collecte en temps réel des données actives au trafic et à l'interception de données relatives au contenu, conformément à son droit interne, lors des enquêtes sur les infractions visées aux articles 15 à 17 de la présente Convention.

- 3 Other than in the cases already provided for in paragraph 1, each Party shall take the necessary measures to ensure that a legal person can be held liable when lack of supervision or control by a natural person referred to in paragraph 1 has made possible the commission of an offence referred to in Articles 15 to 17 of this Convention for the benefit of that legal person by a natural person acting under its authority.
- 4 Such liability shall be without prejudice to the criminal liability of the natural persons who have committed the offence.

## **Chapter V – Jurisdiction, criminal procedure and enforcement measures**

### **Article 19 – Jurisdiction**

- 1 Each Party shall adopt such legislative or other measures as may be necessary to establish jurisdiction over the offences referred to in Articles 15 to 17 of this Convention where that offence is committed:
  - a in its territory; or
  - b on board a ship flying its flag; or
  - c on board an aircraft registered under its law; or
  - d by one of its nationals or by a person habitually residing in its territory.
- 2 Each State or the European Union may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance or approval, by a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, declare that it reserves the right not to apply, or to apply only in specific cases or conditions, the rules on jurisdiction laid down in paragraph 1, subparagraph *d* of this article.
- 3 Each Party shall take the necessary legislative or other measures to establish jurisdiction over offences referred to in Articles 15 to 17 of this Convention in cases in which an alleged offender is present on its territory and cannot be extradited to another Party on the basis of his or her nationality.
- 4 When more than one Party claims jurisdiction over an alleged offence referred to in Articles 15 to 17 of this Convention, the Parties involved shall, where appropriate, consult each other with a view to determining the most appropriate jurisdiction for the purposes of prosecution.
- 5 Without prejudice to the general rules of international law, this Convention does not exclude any criminal, civil and administrative jurisdiction exercised by a Party in accordance with its domestic law.

### **Article 20 – Measures to secure electronic evidence**

- 1 Each Party shall adopt legislative or other measures to secure electronic evidence, inter alia through the expedited preservation of stored computer data, expedited preservation and disclosure of traffic data, production orders, search and seizure of stored computer data, real-time collection of traffic data and the interception of content data, in accordance with its domestic law, when investigating offences referred to in Articles 15 to 17 of this Convention.

#### **Article 21 – Mesures de protection**

- 1 Chaque Partie envisage l'adoption des mesures législatives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer une protection effective:
  - a des personnes qui fournissent, de bonne foi et sur la base de soupçons raisonnables, des informations concernant les infractions visées aux articles 15 à 17 de la présente Convention ou qui collaborent d'une autre manière avec les autorités chargées des investigations ou des poursuites;
  - b des témoins qui font une déposition en rapport avec de telles infractions;
  - c si nécessaire, des membres de la famille des personnes visées aux alinéas a et b.

### **Chapitre VI – Sanctions et mesures**

#### **Article 22 – Sanctions pénales à l'encontre des personnes physiques**

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les infractions visées aux articles 15 à 17 de la présente Convention, commises par des personnes physiques, soient passibles de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, notamment des sanctions pécuniaires, tenant compte de la gravité des infractions. Ces sanctions incluent des peines de privation de liberté pouvant donner lieu à l'extradition, telles que prévues par le droit interne.

#### **Article 23 – Sanctions à l'encontre des personnes morales**

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les personnes morales déclarées responsables en application de l'article 18 soient passibles de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, qui incluent des sanctions pécuniaires et éventuellement d'autres mesures, telles que:
  - a des mesures d'interdiction temporaire ou définitive d'exercer une activité commerciale;
  - b un placement sous surveillance judiciaire;
  - c une mesure judiciaire de dissolution.

#### **Article 24 – Sanctions administratives**

- 1 Pour les actes tombant sous le coup de sa législation interne, chaque Partie adopte, le cas échéant, les mesures législatives ou autres mesures nécessaires pour sanctionner des violations établies conformément à la présente Convention par des mesures et peines efficaces, proportionnées et dissuasives, au titre d'infractions aux règlements poursuivies par des autorités administratives dont la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente.
- 2 Chaque Partie veille à l'application des mesures administratives, qui peut être confiée à l'autorité de régulation des paris ou à la ou aux autres autorités responsables, en conformité avec la législation interne.

#### **Article 25 – Saisie et confiscation**

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires, conformément à la législation interne, pour permettre la saisie et la confiscation:
  - a des biens, documents et autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour commettre les infractions visées aux articles 15 à 17 de la présente Convention;
  - b des produits de ces infractions, ou de biens d'une valeur équivalente à ces produits.

#### **Article 21 – Protection measures**

- 1 Each Party shall consider adoption of such legal measures as may be necessary to provide effective protection for:
  - a persons who provide, in good faith and on reasonable grounds, information concerning offences referred to in Articles 15 to 17 of this Convention or otherwise co-operate with the investigating or prosecuting authorities;
  - b witnesses who give testimony concerning these offences;
  - c when necessary, members of the family of persons referred to in sub-paragraphs a and b.

### **Chapter VI – Sanctions and measures**

#### **Article 22 – Criminal sanctions against natural persons**

- 1 Each Party shall take the necessary legislative or other measures to ensure that the offences referred to in Articles 15 to 17 of this Convention, when committed by natural persons, are punishable by effective, proportionate and dissuasive sanctions, including monetary sanctions, taking account of the seriousness of the offences. These sanctions shall include penalties involving deprivation of liberty that may give rise to extradition, as defined by domestic law.

#### **Article 23 – Sanctions against legal persons**

- 1 Each Party shall take the necessary legislative or other measures to ensure that legal persons held liable in accordance with Article 18 are subject to effective, proportionate and dissuasive sanctions, including monetary sanctions and possibly other measures such as:
  - a a temporary or permanent disqualification from exercising commercial activity;
  - b placement under judicial supervision;
  - c a judicial winding-up order.

#### **Article 24 – Administrative sanctions**

- 1 Each Party shall adopt, where appropriate, such legislative or other measures in respect of acts which are punishable under its domestic law as may be necessary to punish infringements established in accordance with this Convention by effective, proportionate and dissuasive sanctions and measures following proceedings brought by the administrative authorities, where the decision may give rise to proceedings before a court having jurisdiction.
- 2 Each Party shall ensure that administrative measures are applied. This may be done by the betting regulatory authority or the other responsible authority or authorities, in accordance with its domestic law.

#### **Article 25 – Seizure and confiscation**

- 1 Each Party shall take the necessary legislative or other measures, in accordance with domestic law, to permit seizure and confiscation of:
  - a the goods, documents and other instruments used, or intended to be used, to commit the offences referred to in Articles 15 to 17 of this Convention;
  - b the proceeds of those offences, or property of a value corresponding to those proceeds.

## **Chapitre VII – Coopération internationale en matière judiciaire et autre**

### **Article 26 – Mesures de coopération internationale en matière pénale**

- 1 Les Parties coopèrent dans toute la mesure du possible, dans le respect des dispositions établies par la présente Convention et conformément aux instruments internationaux et régionaux applicables, aux accords conclus sur la base de législations uniformes ou réciproques et à leur droit interne aux fins d'investigation, de poursuites et de procédures judiciaires concernant les infractions visées aux articles 15 à 17 de la présente Convention, y compris pour ce qui est de la saisie et de la confiscation.
- 2 Les Parties coopèrent entre elles, dans toute la mesure du possible, conformément aux traités internationaux, régionaux et bilatéraux applicables en matière d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale et conformément à leur législation interne, concernant les infractions visées aux articles 15 à 17 de la présente Convention.
- 3 En matière de coopération internationale, lorsque la double incrimination est posée comme une condition, celle-ci est présumée remplie, indépendamment du fait que la législation de l'Etat requis utilise la même classification des infractions et la même terminologie que l'Etat requérant, lorsque les faits constitutifs de l'infraction pour laquelle une demande d'entraide judiciaire ou d'extradition a été introduite constituent une infraction pénale en vertu de la législation de chacune des deux Parties.
- 4 Si une Partie, qui conditionne l'extradition ou l'entraide judiciaire en matière pénale à l'existence d'un traité, reçoit une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire en matière pénale de la part d'une Partie avec laquelle elle n'a pas conclu un tel traité, elle peut, tout en agissant dans le plein respect de ses obligations relevant du droit international et sous réserve des conditions prévues par le droit interne de la Partie requise, considérer cette Convention comme une base légale pour l'extradition ou l'entraide judiciaire en matière pénale eu égard aux infractions visées aux articles 15 à 17 de la présente Convention.

### **Article 27 – Autres mesures de coopération internationale en matière de prévention**

- 1 Chaque Partie s'efforce d'intégrer, s'il y a lieu, la prévention et la lutte contre la manipulation de compétitions sportives dans les programmes d'assistance conduits au profit d'Etats tiers.

### **Article 28 – Coopération internationale avec les organisations sportives internationales**

- 1 Chaque Partie, dans le respect de son droit interne, coopère avec les organisations sportives internationales dans la lutte contre la manipulation de compétitions sportives.

## **Chapitre VIII – Suivi**

### **Article 29 – Communication d'informations**

- 1 Chaque Partie transmet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe, toutes les informations pertinentes relatives à la législation et aux autres mesures qu'elle aura prises dans le but de se conformer aux dispositions de la présente Convention.

### **Article 30 – Comité de suivi de la Convention**

- 1 Un Comité de suivi de la Convention est constitué, aux fins de la présente Convention.

## **Chapter VII – International co-operation in judicial and other matters**

### **Article 26 – Measures with a view to international co-operation in criminal matters**

- 1 The Parties shall co-operate with each other, in accordance with the provisions of this Convention and in accordance with the relevant applicable international and regional instruments and arrangements agreed on the basis of uniform or reciprocal legislation and with their domestic law, to the widest extent possible for the purposes of investigations, prosecutions and judicial proceedings concerning the offences referred to in Articles 15 to 17 of this Convention, including seizure and confiscation.
- 2 The Parties shall co-operate to the widest extent possible, in accordance with the relevant applicable international, regional and bilateral treaties on extradition and mutual assistance in criminal matters and in accordance with their domestic law, concerning the offences referred to in Articles 15 to 17 of this Convention.
- 3 In matters of international co-operation, whenever dual criminality is considered to be a requirement, it shall be deemed to have been fulfilled, irrespective of whether the laws of the requested State place the offence within the same category of offence or use the same term to denominate the offence as the requesting State, if the conduct underlying the offence in respect of which legal mutual assistance or extradition is requested is a criminal offence under the laws of both Parties.
- 4 If a Party that makes extradition or mutual legal assistance in criminal matters conditional on the existence of a treaty receives a request for extradition or legal assistance in criminal matters from a Party with which it has no such treaty, it may, acting in full compliance with its obligations under international law and subject to the conditions provided for by its own domestic law, consider this Convention to be the legal basis for extradition or mutual legal assistance in criminal matters in respect of the offences referred to in Articles 15 to 17 of this Convention.

### **Article 27 – Other international co-operation measures in respect of prevention**

- 1 Each Party shall endeavour to integrate, where appropriate, the prevention of and the fight against the manipulation of sports competitions into assistance programmes for the benefit of third States.

### **Article 28 – International co-operation with international sports organisations**

- 1 Each Party, in accordance with its domestic law, shall co-operate with international sports organisations in the fight against the manipulation of sports competitions.

## **Chapter VIII – Follow up**

### **Article 29 – Provision of information**

- 1 Each Party shall forward to the Secretary General of the Council of Europe, in one of the official languages of the Council of Europe, all relevant information concerning legislative and other measures taken by it for the purpose of complying with the terms of this Convention.

### **Article 30 – Convention Follow-up Committee**

- 1 For the purposes of this Convention, the Convention Follow-up Committee is hereby set up.

- 2 Chaque Partie peut se faire représenter au Comité de suivi de la Convention par un ou plusieurs délégués, notamment par des représentants des autorités publiques chargées du sport, de faire respecter la loi ou de la régulation des paris. Chaque Partie dispose d'une voix.
- 3 L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ainsi que les comités intergouvernementaux compétents du Conseil de l'Europe désignent chacun un représentant au Comité de suivi de la Convention afin de contribuer à une approche plurisectorielle et pluridisciplinaire. Le Comité de suivi de la Convention peut, si nécessaire, par décision unanime, inviter tout Etat qui n'est pas Partie à la Convention, toute organisation ou organisme international à se faire représenter par un observateur à ses réunions. Les représentants désignés en vertu de ce paragraphe participent aux réunions du Comité de suivi de la Convention sans droit de vote.
- 4 Le Comité de suivi de la Convention est convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Il tient sa première réunion dans les meilleurs délais et au plus tard un an après la date d'entrée en vigueur de la Convention. Il se réunit par la suite à la demande d'au moins un tiers des Parties ou du Secrétaire Général.
- 5 Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Comité de suivi de la Convention établit son règlement intérieur et l'adopte par consensus.
- 6 Le Comité de suivi de la Convention est assisté dans l'exercice de ses fonctions par le Secrétariat du Conseil de l'Europe.

#### **Article 31 – Fonctions du Comité de suivi de la Convention**

- 1 Le Comité de suivi de la Convention est chargé du suivi de la mise en œuvre de la présente Convention.
- 2 Le Comité de suivi de la Convention doit adopter et modifier la liste des organisations sportives visée à l'article 3.2, en s'assurant de sa publication d'une manière appropriée.
- 3 Le Comité de suivi de la Convention peut, en particulier:
  - a adresser aux Parties des recommandations concernant les mesures à prendre pour la mise en œuvre de la présente Convention, notamment en matière de coopération internationale;
  - b le cas échéant, adresser des recommandations aux Parties, à la suite de la publication d'une documentation explicative, et après des consultations préalables avec les représentants des organisations sportives et des opérateurs de paris sportifs, notamment sur:
    - les critères à remplir par les organisations sportives et les opérateurs de paris sportifs pour bénéficier des échanges d'informations mentionnés à l'article 12.1 de la présente Convention;
    - d'autres moyens d'améliorer la coopération opérationnelle entre les autorités publiques pertinentes, les organisations sportives et les opérateurs de paris, comme mentionné dans la présente Convention;
  - c assurer l'information des organisations internationales compétentes et du public sur les travaux entrepris dans le cadre de la présente Convention;
  - d formuler un avis au Comité des Ministres, sur la demande de tout Etat non membre du Conseil de l'Europe, demandant à être invité par le Comité des Ministres à signer la Convention en vertu de l'article 32.2.
- 4 Pour l'accomplissement de sa mission, le Comité de suivi de la Convention peut, de sa propre initiative, organiser des réunions d'experts.

- 2 Each Party may be represented on the Convention Follow-up Committee by one or more delegates, including representatives of public authorities responsible for sport, law-enforcement or betting regulation. Each Party shall have one vote.
- 3 The Parliamentary Assembly of the Council of Europe, as well as other relevant Council of Europe intergovernmental committees, shall each appoint a representative to the Convention Follow-up Committee in order to contribute to a multisectoral and multidisciplinary approach. The Convention Follow-up Committee may, if necessary, invite, by unanimous decision, any State which is not a Party to the Convention, any international organisation or body, to be represented by an observer at its meetings. Representatives appointed under this paragraph shall participate in meetings of the Convention Follow-up Committee without the right to vote.
- 4 Meetings of the Convention Follow-up Committee shall be convened by the Secretary General of the Council of Europe. Its first meeting shall be held as soon as reasonably practicable, and in any case within one year after the date of entry into force of the Convention. It shall subsequently meet whenever a meeting is requested by at least one third of the Parties or by the Secretary General.
- 5 Subject to the provisions of this Convention, the Convention Follow-up Committee shall draw up and adopt by consensus its own rules of procedure.
- 6 The Convention Follow-up Committee shall be assisted by the Secretariat of the Council of Europe in carrying out its functions.

#### Article 31 – Functions of the Convention Follow-up Committee

- 1 The Convention Follow-up Committee is responsible for the follow-up to the implementation of this Convention.
- 2 The Convention Follow-up Committee shall adopt and modify the list of sports organisations referred to in Article 3.2, while ensuring that it is published in an appropriate manner.
- 3 The Convention Follow-up Committee may, in particular:
  - a make recommendations to the Parties concerning measures to be taken for the purposes of this Convention, in particular with respect to international co-operation;
  - b where appropriate, make recommendations to the Parties, following the publication of explanatory documentation and, after prior consultations with representatives of sports organisations and sports betting operators, in particular on:
    - the criteria to be met by sports organisations and sports betting operators in order to benefit from the exchange of information referred to in Article 12.1 of this Convention;
    - other ways aimed at enhancing the operational co-operation between the relevant public authorities, sports organisations and betting operators, as mentioned in this Convention;
  - c keep relevant international organisations and the public informed about the activities undertaken within the framework of this Convention;
  - d prepare an opinion to the Committee of Ministers on the request of any non-member State of the Council of Europe to be invited by the Committee of Ministers to sign the Convention in pursuance of Article 32.2.
- 4 In order to discharge its functions, the Convention Follow-up Committee may, on its own initiative, arrange meetings of experts.

- 5 Le Comité de suivi de la Convention, avec l'accord préalable de la Partie concernée, prévoit des visites dans les Etats parties.

## **Chapitre IX – Dispositions finales**

### **Article 32 – Signature et entrée en vigueur**

- 1 La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, des autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, de l'Union européenne et des Etats non membres ayant participé à son élaboration ou ayant le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe.
- 2 La présente Convention est également ouverte à la signature de tout autre Etat non membre du Conseil de l'Europe sur invitation du Comité des Ministres. La décision d'inviter un Etat non membre à signer la Convention est prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des voix des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité des Ministres, après consultation du Comité de suivi de la Convention, une fois établi.
- 3 La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 4 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle cinq signataires, incluant au moins trois Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention, conformément aux dispositions des paragraphes 1, 2 et 3.
- 5 Pour tout Etat signataire ou l'Union européenne qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de l'expression de son consentement à être lié par la Convention, conformément aux dispositions des paragraphes 1, 2 et 3.
- 6 Une Partie contractante non membre du Conseil de l'Europe contribue au financement du Comité de suivi de la Convention selon des modalités à déterminer par le Comité des Ministres après consultation de cette Partie.

### **Article 33 – Effets de la Convention et relations avec d'autres instruments internationaux**

- 1 La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations de Parties découlant de conventions internationales multilatérales concernant des questions particulières. En particulier, la présente Convention ne modifie pas leurs droits et obligations découlant d'autres accords conclus antérieurement à l'égard de la lutte contre le dopage et compatibles avec l'objet et le but de la présente Convention.
- 2 La présente Convention complète en particulier, le cas échéant, les traités multilatéraux ou bilatéraux applicables existant entre les Parties, y compris les dispositions:
  - a de la Convention européenne d'extradition (1957, STE n° 24);
  - b de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (1959, STE n° 30);
  - c de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime (1990, STE n° 141);
  - d de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (2005, STCE n° 198).

- 5 The Convention Follow-up Committee, with the prior agreement of the Parties concerned, shall arrange visits to the Parties.

## **Chapter IX – Final provisions**

### **Article 32 – Signature and entry into force**

- 1 This Convention shall be open for signature by the member States of the Council of Europe, the other States Parties to the European Cultural Convention, the European Union and the non-member States which have participated in its elaboration or enjoying observer status with the Council of Europe.
- 2 This Convention shall also be open for signature by any other non-member State of the Council of Europe upon invitation by the Committee of Ministers. The decision to invite a non-member State to sign the Convention shall be taken by the majority provided for in Article 20.d of the Statute of the Council of Europe, and by a unanimous vote of the representatives of the Contracting States entitled to sit on the Committee of Ministers, after consulting the Convention Follow-up Committee, once established.
- 3 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.
- 4 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date on which five signatories, including at least three member States of the Council of Europe, have expressed their consent to be bound by the Convention in accordance with the provisions of paragraphs 1, 2 and 3.
- 5 In respect of any signatory State or the European Union which subsequently expresses its consent to be bound by it, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of the expression of its consent to be bound by the Convention in accordance with the provisions of paragraphs 1, 2 and 3.
- 6 A Contracting Party which is not a member of the Council of Europe shall contribute to the financing of the Convention Follow-up Committee in a manner to be decided by the Committee of Ministers after consultation with that Party.

### **Article 33 – Effects of the Convention and relationship with other international instruments**

- 1 This Convention does not affect the rights and obligations of Parties under international multilateral conventions concerning specific subjects. In particular, this Convention does not alter their rights and obligations arising from other agreements previously concluded in respect of the fight against doping and consistent with the subject and purpose of this Convention.
- 2 This Convention supplements in particular, where appropriate, applicable multilateral or bilateral treaties between the Parties, including the provisions of:
  - a the European Convention on Extradition (1957, ETS No. 24);
  - b the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters (1959, ETS No. 30);
  - c the Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime (1990, ETS No. 141);
  - d the Council of Europe Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime and on the Financing of Terrorism (2005, CETS No. 198).

- 3 Les Parties à la Convention pourront conclure entre elles des traités bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions réglées par la présente Convention, afin de compléter ou de renforcer les dispositions de celle-ci ou de faciliter l'application des principes qu'elle consacre.
- 4 Si deux Parties ou davantage ont déjà conclu un traité relatif aux matières traitées par la présente Convention, ou si elles ont autrement établi leurs relations sur ces sujets, elles ont aussi la faculté d'appliquer ledit traité ou d'établir leurs relations en conséquence. Toutefois, si les Parties établissent leurs relations concernant les matières faisant l'objet de la présente Convention d'une manière différente de celle prévue par celle-ci, elles doivent le faire d'une manière qui ne soit pas incompatible avec ses objectifs et principes.
- 5 La présente Convention n'affecte en rien les autres droits, restrictions, obligations et responsabilités des Parties.

#### Article 34 – Conditions et sauvegardes

- 1 Chaque Partie veille à ce que l'instauration, la mise en œuvre et l'application des pouvoirs et procédures prévus dans les chapitres II à VII soient soumises aux conditions et sauvegardes prévues par son droit interne, qui doit assurer une protection adéquate des droits de l'homme et des libertés, notamment des droits établis conformément aux obligations qu'elle a souscrites en application de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies (1966) et d'autres instruments internationaux applicables concernant les droits de l'homme. Ce droit interne doit intégrer le principe de la proportionnalité.
- 2 Lorsque c'est approprié, eu égard à la nature de la procédure ou du pouvoir concerné, ces conditions et sauvegardes incluent, entre autres, une supervision judiciaire ou d'autres formes de supervision indépendante, des motifs justifiant l'application ainsi que la limitation du champ d'application et de la durée du pouvoir ou de la procédure en question.
- 3 Dans la mesure où cela est conforme à l'intérêt public, en particulier à la bonne administration de la justice, chaque Partie examine l'effet des pouvoirs et procédures dans ces chapitres sur les droits, responsabilités et intérêts légitimes des tiers.

#### Article 35 – Application territoriale

- 1 Tout Etat ou l'Union européenne peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
- 2 Chaque Partie peut, à tout autre moment par la suite, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration, dont elle assure les relations internationales ou au nom duquel elle est autorisée à prendre des engagements. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.
- 3 Toute déclaration faite en application des deux paragraphes précédents peut être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

- 3 The Parties to the Convention may conclude bilateral or multilateral treaties with one another on the matters dealt with in this Convention in order to supplement or strengthen the provisions thereof or to facilitate the application of the principles embodied therein.
- 4 If two or more Parties have already concluded a treaty on the matters dealt with in this Convention or have otherwise established relations in respect of such matters, they shall also be entitled to apply that treaty or to regulate those relations accordingly. However, when Parties establish relations in respect of the matters dealt with in this Convention other than as provided for therein, they shall do so in a manner that is not inconsistent with the Convention's objectives and principles.
- 5 Nothing in this Convention shall affect other rights, restrictions, obligations and responsibilities of Parties.

#### **Article 34 – Conditions and safeguards**

- 1 Each Party shall ensure that the establishment, implementation and application of the powers and procedures provided for in Chapters II to VII are subject to conditions and safeguards provided for under its domestic law, which shall provide for the adequate protection of human rights and liberties, including rights arising pursuant to obligations it has undertaken under the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, the 1966 United Nations International Covenant on Civil and Political Rights, and other applicable international human rights instruments, and which shall incorporate the principle of proportionality into its domestic law.
- 2 Such conditions and safeguards shall, as appropriate in view of the nature of the procedure or power concerned, inter alia, include judicial or other independent supervision, grounds justifying the application, as well as the limitation of the scope and the duration of such power or procedure.
- 3 To the extent that it is consistent with the public interest, in particular the sound administration of justice, each Party shall consider the impact of the powers and procedures in these chapters upon the rights, responsibilities and legitimate interests of third parties.

#### **Article 35 – Territorial application**

- 1 Any State or the European Union may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance or approval, specify the territory or territories to which this Convention shall apply.
- 2 Each Party may, at any later date, by a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, extend the application of this Convention to any other territory specified in the declaration and for whose international relations it is responsible or on whose behalf it is authorised to give undertakings. In respect of such a territory the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of the declaration by the Secretary General.
- 3 Any declaration made under the two preceding paragraphs may, in respect of any territory specified in such declaration, be withdrawn by a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe. The withdrawal shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of such notification by the Secretary General.

### Article 36 – Clause fédérale

- 1 Un Etat fédéral peut se réserver le droit d'honorer les obligations contenues dans les chapitres II, IV, V et VI de la présente Convention en application des principes fondamentaux qui gouvernent les relations entre son gouvernement central et les Etats constitutants ou autres entités territoriales analogues, à condition qu'il soit encore en mesure de coopérer sur la base des chapitres III et VII.
- 2 Lorsqu'il fait une réserve en vertu du paragraphe 1, un Etat fédéral ne saurait faire usage des termes d'une telle réserve pour exclure ou diminuer de manière substantielle ses obligations en vertu des chapitres III et VII. En tout état de cause, il se dote de moyens étendus et effectifs permettant la mise en œuvre des mesures visées.
- 3 En ce qui concerne les dispositions de la présente Convention, dont l'application relève de la compétence législative de chacun des Etats constitutants ou autres entités territoriales analogues, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral porte lesdites dispositions, assorties d'un avis favorable, à la connaissance des autorités compétentes des Etats constitutants, en les encourageant à adopter les mesures appropriées pour les mettre en œuvre.

### Article 37 – Réserves

- 1 Par notification écrite adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, chaque Etat ou l'Union européenne peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, déclarer qu'il se prévaut des réserves prévues à l'article 19, paragraphe 2, et à l'article 36, paragraphe 1. Aucune autre réserve n'est admise.
- 2 Une Partie qui a fait une réserve conformément au paragraphe 1 peut la retirer en totalité ou en partie par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Ce retrait prend effet à la date de réception de ladite notification par le Secrétaire Général. Si la notification indique que le retrait d'une réserve doit prendre effet à une date précise, et si cette date est postérieure à celle à laquelle le Secrétaire Général reçoit la notification, le retrait prend effet à cette date ultérieure.
- 3 Une Partie qui a fait une réserve retire cette réserve, en totalité ou en partie, dès que les circonstances le permettent.
- 4 Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe peut périodiquement demander aux Parties ayant fait une ou plusieurs réserves des informations sur les perspectives de leur retrait.

### Article 38 – Amendements

- 1 Des amendements aux articles de la présente Convention peuvent être proposés par une Partie, par le Comité de suivi de la Convention ou par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.
- 2 Tout amendement proposé devra être communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et être transmis par ce dernier aux Parties, aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres ayant participé à l'élaboration de la présente Convention ou ayant le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe, à l'Union européenne et aux Etats ayant été invités à signer la présente Convention, ainsi qu'au Comité de suivi de la Convention au moins deux mois avant la réunion lors de laquelle l'amendement doit être étudié. Le Comité de suivi de la Convention soumet au Comité des Ministres son avis concernant l'amendement proposé.

#### **Article 36 – Federal clause**

- 1 A federal State may reserve the right to assume obligations under Chapters II, IV, V and VI of this Convention consistent with its fundamental principles governing the relationship between its central government and constituent States or other similar territorial entities, provided that it is still able to co-operate under Chapters III and VII.
- 2 When making a reservation under paragraph 1, a federal State may not apply the terms of such reservation to exclude or substantially diminish its obligations to provide for the measures set out in Chapters III and VII. Overall, it shall provide for a broad and effective enforcement capability with respect to those measures.
- 3 With regard to the provisions of this Convention, the application of which comes under the jurisdiction of each constituent State or other similar territorial entities that are not obliged by the constitutional system of the federation to take legislative measures, the federal government shall inform the competent authorities of such States of the said provisions with its favourable opinion, encouraging them to take appropriate action to give them effect.

#### **Article 37 – Reservations**

- 1 By a written notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe, any State or the European Union may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance or approval, declare that it avails itself of the reservations provided for in Article 19, paragraph 2, and in Article 36, paragraph 1. No other reservation may be made.
- 2 A Party that has made a reservation in accordance with paragraph 1 may wholly or partially withdraw it by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe. Such withdrawal shall take effect on the date of receipt of such notification by the Secretary General. If the notification states that the withdrawal of a reservation is to take effect on a date specified therein, and such date is later than the date on which the notification is received by the Secretary General, the withdrawal shall take effect on that later date.
- 3 A Party that has made a reservation shall withdraw such reservation, in whole or in part, as soon as circumstances so permit.
- 4 The Secretary General of the Council of Europe may periodically ask Parties that have made one or more reservations for details about the prospects of withdrawal of such reservation(s).

#### **Article 38 – Amendments**

- 1 Amendments to articles of this Convention may be proposed by any Party, the Convention Follow-up Committee or the Committee of Ministers of the Council of Europe.
- 2 Any proposal for an amendment shall be communicated to the Secretary General of the Council of Europe and forwarded by him or her to the Parties, the member States of the Council of Europe, non-member States having participated in the elaboration of this Convention or enjoying observer status with the Council of Europe, the European Union, any State having been invited to sign this Convention and the Convention Follow-up Committee at least two months before the meeting at which it is to be considered. The Convention Follow-up Committee shall submit to the Committee of Ministers its opinion on the proposed amendment.

- 3 Le Comité des Ministres examine l'amendement proposé et tout avis soumis par le Comité de suivi de la Convention. Il peut adopter l'amendement à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe.
- 4 Le texte de tout amendement adopté par le Comité des Ministres conformément au paragraphe 3 du présent article est communiqué aux Parties en vue de son acceptation.
- 5 Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 du présent article entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai d'un mois après la date à laquelle toutes les Parties ont informé le Secrétaire Général de leur acceptation dudit amendement à la suite de leurs procédures internes respectives.
- 6 Si un amendement a été adopté par le Comité des Ministres, mais n'est pas encore entré en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 5, un Etat ou l'Union européenne ne peuvent pas exprimer leur consentement à être liés par la Convention sans accepter en même temps cet amendement.

#### **Article 39 – Règlement des différends**

- 1 Le Comité de suivi de la Convention, en étroite coopération avec les comités intergouvernementaux compétents du Conseil de l'Europe, est tenu informé des difficultés éventuelles concernant l'interprétation et l'application de la présente Convention.
- 2 En cas de différend entre les Parties sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, celles-ci s'efforceront de parvenir à un règlement du différend par voie de négociation, de conciliation ou d'arbitrage, ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.
- 3 Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra établir des procédures de règlements qui pourraient être utilisées par les Parties à un litige, si elles y consentent.

#### **Article 40 – Dénonciation**

- 1 Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

#### **Article 41 – Notification**

- 1 Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Parties, aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats parties à la Convention culturelle européenne, aux Etats non membres ayant participé à l'élaboration de la présente Convention ou ayant le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe, à l'Union européenne, et à tout Etat ayant été invité à signer la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 32 :
  - a toute signature ;
  - b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, ou d'approbation ;
  - c toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément à l'article 32 ;
  - d toute réserve et tout retrait de réserve formulés conformément à l'article 37 ;
  - e toute déclaration faite conformément aux articles 9 et 13 ;
  - f tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

- 3 The Committee of Ministers shall consider the proposed amendment and any opinion submitted by the Convention Follow-up Committee and may adopt the amendment by the majority provided for in Article 20.d of the Statute of the Council of Europe.
- 4 The text of any amendment adopted by the Committee of Ministers in accordance with paragraph 3 of this article shall be forwarded to the Parties for acceptance.
- 5 Any amendment adopted in accordance with paragraph 3 of this article shall come into force on the first day of the month following the expiration of a period of one month after all Parties have informed the Secretary General of their acceptance thereof following their respective internal procedures.
- 6 If an amendment has been adopted by the Committee of Ministers, but has not yet entered into force in accordance with paragraph 5, a State or the European Union may not express their consent to be bound by the Convention without accepting at the same time the amendment.

#### **Article 39 – Settlement of disputes**

- 1 The Convention Follow-up Committee, in close co-operation with the relevant Council of Europe intergovernmental committees shall be kept informed of any difficulties regarding the interpretation and application of this Convention.
- 2 In the event of a dispute between Parties as to the interpretation or application of this Convention, they shall seek a settlement of the dispute through negotiation, conciliation or arbitration, or any other peaceful means of their choice.
- 3 The Committee of Ministers of the Council of Europe may establish settlement procedures which may be used by the Parties to a dispute, subject to their consent.

#### **Article 40 – Denunciation**

- 1 Each Party may, at any time, denounce this Convention by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe.
- 2 Such denunciation shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

#### **Article 41 – Notification**

- 1 The Secretary General of the Council of Europe shall notify the Parties, the member States of the Council of Europe, the other States Parties to the European Cultural Convention, the non-member States having participated in the elaboration of this Convention or enjoying observer status with the Council of Europe, the European Union, and any State having been invited to sign this Convention in accordance with the provisions of Article 32, of:
  - a any signature;
  - b the deposit of any instrument of ratification, acceptance or approval;
  - c any date of entry into force of this Convention in accordance with Article 32;
  - d any reservation and any withdrawal of a reservation made in accordance with Article 37;
  - e any declaration made in accordance with Articles 9 and 13;
  - f any other act, notification or communication relating to this Convention.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done in Magglingen/Macolin, this eighteenth day of September 2014, in English and in French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe, to the non-member States which have participated in the elaboration of this Convention or enjoy observer status with the Council of Europe, to the European Union and to any State invited to sign this Convention.

Certified a true copy of the sole original document, in English and in French, deposited in the archives of the Council of Europe.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Macolin/Magglingen, le 18 septembre 2014, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres ayant participé à l'élaboration de la présente Convention ou ayant le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe, à l'Union européenne et à tout autre Etat invité à signer la présente Convention.

Copie certifiée conforme à l'exemplaire original unique en langues française et anglaise, déposé dans les archives du Conseil de l'Europe.

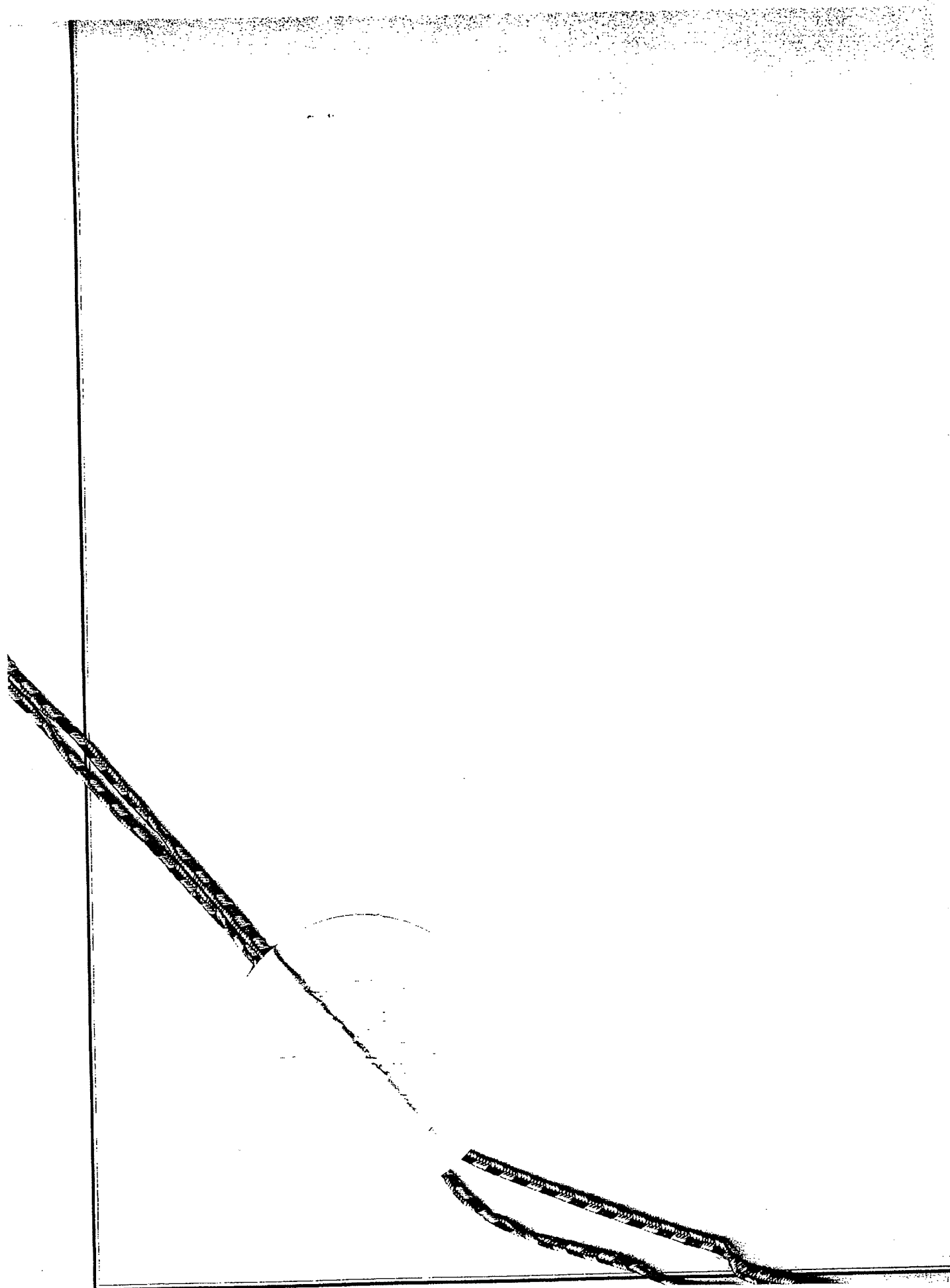
Strasbourg, 6 October 2014

The Director of Legal Advice  
and Public International Law  
(Jurisconsult)  
of the Council of Europe

Le Directeur du Conseil Juridique  
et du Droit International Public  
(Jurisconsulte)  
du Conseil de l'Europe

Polakiewicz

Jörg POLAKIEWICZ



Prin prezenta confirm că textul alăturat este o copie autentică a Convenției Consiliului Europei privind manipularea în competițiile sportive, întocmită la Macolin la 18 septembrie 2014, copia certificată a căreia este depozitată la Arhiva Tratatelor a Ministerului Afacerilor Externe și Integrării Europene.

Anatol CEBUC,  
Șef al Direcției Drept Internațional a  
Ministerului Afacerilor Externe și  
Integrării Europene

**CONVENȚIA**  
**Consiliului Europei privind manipularea în**  
**competițiile sportive**

**Macolin, 18 septembrie 2014**

**TRADUCERE OFICIALĂ**

# Convenția Consiliului Europei privind Manipularea în Competițiile Sportive

---

## Preambul

Statele membre ale Consiliului Europei și alți semnatori ai acestei Convenții,

Ținând cont de faptul că scopul Consiliului Europei este de a atinge o unitate mai mare între membrii săi;

Ținând cont de Planul de Acțiuni al Summit-ului al treilea al Președinților Statelor și Guvernelor Consiliului Europei (Varșovia, 16-17 mai 2005), care recomandă continuarea activităților Consiliului Europei care servesc ca referință în domeniul sportului;

Ținând cont de faptul că este necesar de a elabora pe viitor un cadru comun European și mondial pentru dezvoltarea sportului, bazat pe noțiuni de democrație pluralistă, statul de drept, drepturile omului și etica sportivă;

Fiind conștiente ca fiecare țară și tip de sport în lume poate fi afectat în mod potențial de manipularea competițiilor sportive și accentuând că acest fenomen, ca amenințare globală asupra integrității sportului, are nevoie de un răspuns mondial care de asemenea trebuie să fie sprijinit de Statele care nu sunt membre ale Consiliului Europei;

Exprimându-și îngrijorarea cu privire la implicarea activităților criminale și în mod particular crimei organizate în manipularea competițiilor sportive precum și cu privire la caracterul său transnațional;

Amintind de Convenția pentru Protecția Drepturilor Omului și Libertăților Fundamentale (1950, ETS No. 5) și Protocoalele acesteia, Convenția Europeană privind violența și ieșirile necontrolate ale spectatorilor cu ocazia manifestărilor sportive și în mod special a meciurilor de fotbal (1985, ETS No. 120), Convenția împotriva dopajului (1989, ETS No. 135), Convenția penală privind corupția (1999, ETS No. 173) precum și de Convenția Consiliului Europei privind spălarea, descoperirea, sechestrarea și confiscarea produselor infracțiunii și finanțarea terorismului (2005, CETS No. 198);

Amintind de Convenția Națiunilor Unite împotriva criminalității transnaționale organizate (2000) și Protocoalele sale;

De asemenea amintind de Convenția Organizației Națiunilor Unite împotriva corupției (2003);

Amintind importanța investigației eficiente a infracțiunilor din cadrul jurisdicției lor fără întârzieri nejustificate;

Amintind rolul cheie pe care Organizația Internațională a Poliției Criminale (Interpol) îl joacă în facilitarea cooperării eficiente între autoritățile de aplicare a legii pe lângă cooperarea juridică;

Accentuând că organizațiile sportive poartă responsabilitatea de a detecta și sancționa manipularea competițiilor sportive comisă de persoane care se folosesc de autoritatea lor; Recunoscând rezultatele deja obținute în combaterea manipulării competițiilor sportive; Convinse că o luptă eficientă împotriva manipulării competițiilor sportive necesită cooperare care să funcționeze în mod corespunzător la nivel național și internațional, sporită, rapidă și viabilă;

Ținând cont de Recomandările Comitetului de Miniștri către Statele Membre Rec(92)13 revizuit cu privire la statutul revizuit al sportului european; CM/Rec(2010)9 cu privire la codul de etică sportivă; Rec(2005)8 cu privire la principiile bunei guvernări în sport și CM/Rec(2011)10 cu privire la integritatea sportului pentru combaterea manipulării rezultatelor, în special stabilirii meciurilor;



Având în vedere activitatea și concluziile următoarelor conferințe:

- a 11-a Conferință a Miniștrilor Consiliului Europei responsabilă de sport care a avut loc în Atena la 11 și 12 decembrie 2008;

- a 18-a Conferință Informală a Miniștrilor Consiliului Europei responsabilă de sport (Baku, 22 septembrie 2010) cu privire la promovarea integrității sportului împotriva manipulării rezultatelor (stabilirea meciurilor);

- a 12-a Conferință a Miniștrilor Consiliului Europei responsabilă de sport (Belgrad, 15 martie 2012) în special cu privire la elaborarea unui nou instrument juridic internațional împotriva manipulării rezultatelor sportive;

- a 5-a Conferință Internațională UNESCO a Miniștrilor și Înalților Oficiali responsabilă pentru educația fizică și sport (MINEPS V);

Convinse că dialogul și cooperarea între autoritățile publice, organizațiile sportive, organizatorii de competiții precum și operatorii de pariuri sportive la nivel național și internațional în baza respectului reciproc și încrederii este esențial în căutarea răspunsurilor comune eficiente la provocările generate de problema manipulării competițiilor sportive;

Recunoscând că sportul bazat pe o competiție corectă și echitabilă, este imprevizibil și solicită practici și comportament lipsite de etică pentru a fi contracarat eficient și forțat;

Accentuând convingerea lor că aplicarea uniformă a principiilor unei bune guvernante și etici în sport este un factor semnificativ pentru a ajuta la eradicarea corupției, manipularea competițiilor sportive și altor tipuri de practici incorecte în sport;

Recunoscând că, în conformitate cu principiul autonomiei sportului, organizațiile sportive au responsabilități de auto-reglementare și disciplinare în combaterea manipulării competițiilor sportive, iar autoritățile publice protejează integritatea sportului;

Recunoscând că dezvoltarea activităților de pariuri sportive, în mod special pariurile sportive ilegale sporesc riscurile unei astfel de manipulări;

Având în vedere că manipularea competițiilor sportive poate fi relaționată sau ne-relaționată cu pariurile sportive, precum și relaționată sau ne-relaționată cu infracțiunile și trebuie pedepsită în toate cazurile;

Luând în considerație libertatea de acțiune de care Statele care beneficiază, în cadrul legislației aplicabile, de luarea deciziilor asupra politicilor pariurilor sportive,

Au convenit asupra următoarelor:

## **Capitolul I – Scop, principii de orientare, definiții**

### **Articolul 1 – Scopul și obiectivele principale**

1. Scopul acestei Convenții este de a combate manipularea competițiilor sportive pentru a proteja integritatea sportului și etica sportivă în conformitate cu principiul autonomiei sportului.

2. Pentru acest scop, obiectivele centrale ale acestei Convenții sunt:

a. de a preveni, descoperi și sancționa manipularea națională sau transnațională a competițiilor sportive naționale și internaționale;

b. de a promova cooperarea națională și internațională împotriva manipulării competițiilor sportive între autoritățile publice interesate precum și cu organizațiile implicate în pariuri sportive.



## Articolul 2 – Principii de orientare

1. Combaterea manipulării competițiilor sportive va asigura respectarea, printre altele, a următoarelor principii:
  - a. drepturile omului;
  - b. legalitate;
  - c. proporționalitate;
  - d. protecția vieții private și datelor personale.

## Articolul 3 – Definiții

Pentru scopurile acestei Convenții:

1. "Competiție sportivă" semnifică oricare eveniment sportiv organizat în conformitate cu regulile stabilite de organizația sportivă enumerate de Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției în conformitate cu articolul 31.2, și recunoscute de organizațiile sportive internaționale, sau, acolo unde este cazul, de alte organizații sportive competente.
2. "Organizație sportivă" semnifică oricare organizație care controlează sportul sau un sport particular și care figurează pe lista adoptată de Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției în conformitate cu articolul 31.2, precum și organizațiile sale afiliate naționale și internaționale, dacă este necesar.
3. "Organizator de competiții" semnifică oricare organizație sportivă sau oricare altă persoană, indiferent de forma sa juridică, care organizează competiții sportive.
4. "Manipularea competițiilor sportive" semnifică o înțelegere intenționată, acțiune sau omisiune care vizează o modificare necorespunzătoare a rezultatului sau cursului competiției sportive pentru a îndepărta în totalitate sau parțial tipul imprevizibil al competiției sportive menționate mai-sus cu scopul de a obține un avantaj necuvenit pentru sine sau alții.
5. "Pariuri sportive" semnifică oricare pariu pe o miză cu valoare monetară în așteptarea unui premiu bănesc, supus unui incident nesigur și viitor relaționat cu o competiție sportivă. În special:
  - a. "pariuri sportive ilegale" semnifică oricare activitate de pariuri sportive a cărei tip sau operator nu este permis în baza legislației aplicabile a jurisdicției unde consumatorul este localizat;
  - b. "pariuri sportive neregulate" semnifică oricare activitate de pariuri sportive care nu se potrivește cu modelele obișnuite și anticipate ale pieții în cauză sau relaționate cu parierea pe competițiilor sportive ale căror curs au caracteristici neobișnuite;
  - c. "pariuri sportive dubioase" semnifică oricare activitate de pariuri sportive care în conformitate cu probele fiabile și coerente este relaționată cu manipularea competițiilor sportive, pentru care sunt oferite.
6. "Titularii de pariuri în competiție" semnifică oricare persoană fizică sau juridică care aparține uneia din următoarele categorii:
  - a. "sportiv" semnifică oricare persoană sau grup de persoane care participă la competițiile sportive;
  - b. "personalul asistent al sportivilor" semnifică oricare antrenor, instructor, manager, agent, echipa de personal, oficialul echipei, personalul medical sau paramedical care activează cu sau tratează sportivii ce participă la sau se pregătesc pentru competițiile sportive, precum și celelalte persoane care lucrează cu sportivii;
  - c. "oficial" semnifică oricare persoană care este proprietarul, titular de pariuri, directorul sau membrul personalului entității care organizează și promovează competițiile sportive precum și arbitru, membrul juriului și oricare altă persoană acreditată. Acest termen de asemenea include directorii și personalul organizațiilor sportive sau unde este cazul, altor organizații sportive competente care admite competiția.
7. "Informație confidențială" semnifică informația relaționată cu oricare competiție pe care o persoană o posedă în virtutea poziției sale în raport cu un sport sau competiție, cu excepția



oricărei informații deja publicată sau cunoscută public, accesibilă ușor membrilor interesați ai publicului sau divulgată în conformitate cu normele și regulile ce gestionează competiția relevantă.

## **Capitolul II – Prevenirea, cooperarea și alte măsuri**

### **Articolul 4 – Coordonare internă**

1. Fiecare Parte va coordona politicile și acțiunea tuturor autorităților publice preocupate de combaterea manipulării competițiilor sportive.

2. Fiecare Parte, în cadrul jurisdicției sale, va încuraja organizațiile sportive, organizatorii competițiilor și operatorii de pariuri sportive să coopereze în vederea combaterii manipulării competițiilor sportive și, după caz, să le încredințeze implementarea stipulațiilor relevante ale acestei Convenții.

### **Articolul 5 – Evaluarea și management-ul riscului**

1. Fiecare Parte – după caz – va identifica, analiza și evalua riscurile asociate cu manipularea competițiilor sportive cooperând cu organizațiile sportive, operatorii de pariuri sportive, organizatorii de competiții precum și cu alte organizații relevante.

2. Fiecare Parte va încuraja organizațiile sportive, operatorii de pariuri sportive, organizatorii de competiții precum și alte organizații relevante să stabilească proceduri și reguli pentru combaterea manipulării competițiilor sportive și va adopta, după caz, măsuri legislative sau de alt tip pentru acest scop.

### **Articolul 6 – Educație și creșterea gradului de conștientizare**

1. Fiecare Parte va încuraja creșterea gradului de conștientizare, educația, instructajul și cercetarea pentru a consolida combaterea manipulării competițiilor sportive.

### **Articolul 7 – Organizații sportive și organizatorii de competiții**

1. Fiecare Parte va încuraja organizațiile sportive și organizatorii de competiții să adopte și să implementeze reguli pentru combaterea manipulării competițiilor sportive precum și principii ale bunei guvernante, relaționate, printre altele, cu:

a. prevenirea conflictelor de interes, inclusiv:

- interzicerea titularilor de pariuri de a paria pe competițiile sportive în care sunt implicați;
- interzicerea utilizării abuzive sau răspîndirea informației confidențiale;

b. respectarea de către organizațiile sportive și membrii lor afiliați a obligațiilor contractuale și altele;

c. obligarea titularilor de pariuri să raporteze imediat oricare activitate suspicioasă, incident, stimulent sau abordare ce ar putea fi considerată o încălcare a regulilor împotriva manipulării competițiilor sportive.

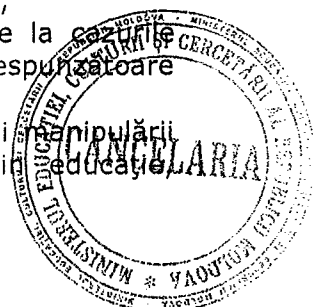
2. Fiecare Parte va încuraja organizațiile sportive să adopte și să implementeze măsurile corespunzătoare pentru a garanta:

a. monitorizarea sporită și eficientă a cursului competițiilor sportive expuse riscului manipulării;

b. acordul de a raporta fără întârzieri autorităților publice relevante sau platformelor naționale, incidentele de activități dubioase relaționate cu manipularea competițiilor sportive;

c. mecanisme eficiente pentru facilitarea divulgării oricărei informații cu privire la cazurile potențiale sau reale de manipulare a competițiilor sportive, inclusiv protecția corespunzătoare pentru avertizorii de integritate;

d. aducerea la cunoștința titularilor de pariuri inclusiv sportivilor tineri a riscului manipulării competițiilor sportive și eforturilor depuse pentru combaterea acestuia, prin educație, instructaj și răspîndire a informației;



e. numirea oficialilor relevanți pentru o competiție sportivă, în mod special arbitrilor la ultima etapă posibilă.

3. Fiecare Parte va încuraja organizațiile sale sportive și prin intermediul lor organizațiile sportive internaționale, să aplice sancțiuni disciplinare și măsuri specifice, eficiente, proporționale și disuasive pentru încălcările regulamentelor interne împotriva manipulării competițiilor sportive, în special cele la care se face referire în paragraful 1 al acestui Articol precum și va asigura recunoașterea reciprocă și aplicarea sancțiunilor impuse de alte organizații sportive, în special din alte țări.

4. Responsabilitatea disciplinară stabilită de organizațiile sportive nu va exclude oricare răspundere criminală, civilă sau administrativă.

## **Articolul 8 – Măsurile cu privire la finanțarea organizațiilor sportive**

1. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative sau de altă natură necesare pentru a asigura transparență cuvenită cu privire la finanțarea organizațiilor sportive care sunt sprijinite financiar de Partea vizată.

2. Fiecare Parte va lua în considerare posibilitatea de a ajuta organizațiile sportive de a combate manipularea competițiilor sportive, inclusiv prin finanțarea mecanismelor corespunzătoare.

3. Fiecare Parte, unde este cazul, va lua în considerare întreruperea suportului financiar sau va cere organizațiilor sportive să întrerupă suportul financiar oferit de titularii de pariuri sancționați pentru manipularea competițiilor sportive, pe durata sancțiunii.

4. Unde va fi cazul, fiecare Parte va întreprinde pașii necesari pentru a opri parțial sau în totalitate sprijinul financiar sau de altă natură, relaționat cu sportul, provenit de la oricare organizații sportive care nu aplică în mod eficient regulile pentru combaterea manipulării competițiilor sportive.

## **Articolul 9 – Măsuri cu privire la autoritatea de reglementare a pariurilor sau alt organ sau organe responsabile**

1. Fiecare Parte va identifica una sau mai multe autorități responsabile, care în regimul juridic al Părții va fi însărcinată cu implementarea regulamentului pariurilor sportive și cu aplicarea măsurilor relevante în vederea combaterii manipulării competițiilor sportive în raport cu pariurile sportive, inclusiv, unde este cazul cu:

a. schimbul de informații, în timp util, cu alte autorități relevante sau cu o platformă națională privind pariurile sportive ilegale, neregulate sau dubioase precum și încălcările regulamentelor referitoare la sau stabilite în conformitate cu această Convenție;

b. limitarea finanțării pariurilor sportive, în urma consultării cu organizațiile sportive naționale și operatorii de pariuri sportive, excluzând în mod particular competițiile sportive:

- care sunt destinate celor sub 18 ani; sau

- unde condițiile de organizare și/sau mizele în termeni sportivi sunt necorespunzătoare;

c. furnizarea în prealabil a informației despre tipurile și obiectele produselor de pariuri sportive organizatorilor competițiilor pentru a le sprijini eforturile de a identifica și controla riscurile manipulării în cadrul competițiilor lor;

d. utilizarea sistematică în pariurile sportive a mijloacelor de achitare care permit fluxuri financiare ce depășesc un anumit prag, definit de fiecare Parte. Aici trebuie urmărit în mod special expeditorii, destinatarii precum și sumele;

e. mecanismele în cooperarea cu și între organizațiile sportive și, unde este cazul, cu operatorii de pariuri sportive, pentru a preveni titularii de pariuri să parieze pe competițiile sportive care încălcă regulamentele sportive relevante sau legislația aplicabilă;

f. suspendarea activității de pariu, în conformitate cu legislația națională cu privire la competițiile pentru care a fost emisă o alarmă corespunzătoare.



2. Fiecare Parte va comunica Secretariatului General al Consiliului Europei denumirea și adresa autorității sau autorităților identificate în conformitate cu paragraful 1 al acestui Articol.

## **Articolul 10 – Operatorii de pariuri sportive**

1. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative și de altă natură necesare pentru a preveni conflictele de interes și utilizare abuzivă a informației confidentiale de către persoanele fizice și juridice implicate în furnizarea produselor de pariuri sportive, în special restricționând:

- a. persoanele fizice sau juridice implicate în furnizarea produselor de pariuri sportive să parieze pe propriile lor produse;

- b. abuzul poziției în calitate de sponsor sau proprietar parțial al organizațiilor sportive pentru a facilita manipularea competițiilor sportive sau utilizarea abuzivă a informației confidentiale;

- c. titularii de pariuri în competiție să fie incluși în elaborarea coeficienților pentru competițiile în care sunt implicați;

- d. oricare operator de pariuri sportive care controlează un organizator sau titular de pariuri în competiție, precum și oricare operator de pariuri sportive care este controlat de astfel de organizator sau titular de pariuri în competiție, să parieze cu privire la competiție în care acest organizator sau titular de pariuri în competiție este implicat.

2. Fiecare Parte va încuraja operatorii săi de pariuri sportive și prin intermediul lor organizațiile internaționale ale operatorilor de pariuri sportive să aducă la cunoștința proprietarilor și angajaților lor consecințele și combaterea manipulării competițiilor sportive, prin educație, instructaj precum și răspândirea informației.

3. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative și de altă natură necesare pentru a obliga operatorii de pariuri sportive să raporteze fără întârziere autorității sau autorităților responsabile sau platformei naționale, pariurile neregulate și dubioase autorităților de reglementare a pariurilor.

## **Articolul 11 – Combaterea pariurilor sportive ilegale**

1. În vederea combaterii manipulării competițiilor sportive, fiecare Parte va examina cele mai eficiente măsuri pentru a lupta împotriva operatorilor de pariuri sportive ilegale și va lua în considerare adoptarea măsurilor în conformitate cu legislația aplicabilă a jurisdicției relevante, cum ar fi:

- a. lichidarea sau restricția directă sau indirectă a accesului la operatorii de pariuri sportive ilegale care se află la distanță precum și lichidarea operatorilor locali de pariuri sportive ilegale din jurisdicția Părții;

- b. blocarea fluxurilor financiare între operatorii de pariuri sportive ilegale și consumatori;

- c. interzicerea reclamării operatorilor de pariuri sportive ilegale;

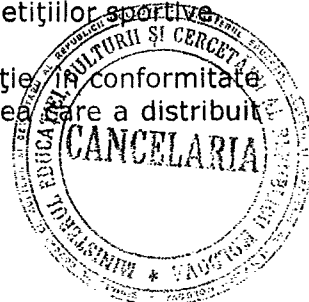
- d. sporirea gradului de conștientizare cu privire la riscurile asociate cu pariurile sportive ilegale.

## **Capitolul III – Schimbul de informații**

### **Articolul 12 – Schimbul de informații între autoritățile publice competente, organizațiile sportive și operatorii de pariuri sportive**

1. Fără a aduce prejudicii articolului 14, fiecare Parte va facilita, la nivel național și internațional și în conformitate cu legislația sa națională, schimbul de informații între autoritățile publice relevante, organizațiile sportive, organizatorii de competiții, operatorii de pariuri sportive și platformele naționale. În special, fiecare Parte își va lua angajamentul de a stabili mecanisme pentru distribuirea informației relevante când astfel de informație ar putea fi de folos în eliminarea riscurilor menționate în articolul 5 și anume va furniza în prealabil organizatorilor de competiții informația despre tipurile și obiectul produselor de pariu precum și va iniția și conduce investigații sau proceduri cu privire la manipularea competițiilor sportive.

2. În baza unei solicitări, oricare persoană care a primit o astfel de informație în conformitate cu legislația națională și fără întârzieri, va informa organizația sau autoritatea care a distribuit informația despre efectele acestei comunicări.



3. Fiecare Parte va explora metodele posibile de dezvoltare sau sporire a cooperării și schimbului de informații în contextul luptei împotriva pariurilor sportive ilegale după cum este stabilit în articolul 11 al acestei Convenții.

### **Articolul 13 – Platforma națională**

1. Fiecare Parte va identifica o platformă națională care va comunica manipularea competițiilor sportive. Platforma națională, în conformitate cu legislația internă, printre altele, va:

- a. servi ca punct central de informații, care va colecta și răspîndi informația relevantă pentru combaterea manipulării competițiilor sportive organizațiilor și autorităților relevante;
- b. coordona combaterea manipulării competițiilor sportive;
- c. primi, concentra și analiza informația cu privire la pariurile neregulate și dubioase efectuate în legătură cu competițiile sportive care au loc pe teritoriul Părții și, unde va fi cazul, va emite alarme;
- d. transmite informație cu privire la încălcările potențiale ale legislației sau regulamentelor sportive cu referire la această Convenție autorităților publice sau organizațiilor sportive și/sau operatorilor de pariuri sportive;
- e. cooperează cu toate autoritățile și organizațiile relevante la nivel național și internațional, inclusiv cu platformele naționale și ale altor State.

2. Fiecare Parte va comunica Secretariatului General al Consiliului Europei denumirea și adresa platformei naționale.

### **Articolul 14 – Protecția datelor personale**

1. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative și de altă natură necesare pentru a asigura că toate acțiunile împotriva manipulării competițiilor sportive respectă legile și standardele relevante naționale și internaționale cu privire la protecția datelor personale, în special în schimbul de informații reglementat de această Convenție.

2. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative și de altă natură necesare pentru a asigura că autoritățile și organizațiile publice incluse în această Convenție vor lua măsurile corespunzătoare pentru a asigura că, în cazul în care este colectată, prelucrată și schimbată informația personală, indiferent de tipul acestor schimburi, este acordată o atenție cuvenită principiilor legalității, caracterului adecvat, relevanței și preciziei, precum și protecției datelor și drepturilor persoanelor vizate.

3. Fiecare Parte va prevedea în legislația sa că autoritățile și organizațiile publice incluse în această Convenție vor garanta că schimbul de date pentru scopul acestei Convenții nu depășește minimul necesar pentru desfășurarea scopurilor menționate ale acestui schimb.

4. Fiecare Parte va invita diverse autorități și organizații publice incluse în această Convenție să ofere mijloace tehnice corespunzătoare pentru a garanta securitatea datelor schimbate, fiabilitatea și integritatea lor, precum și disponibilitatea și integritatea sistemelor de schimb al informației și identificarea utilizatorilor săi.

## **Capitolul IV – Dreptul penal material și cooperarea cu privire la implementare**

### **Articolul 15 – Infrațiunile relaționate cu manipularea competițiilor sportive**

1. Fiecare Parte va prevedea ca legislația sa națională să supună sancțiunilor penale manipularea competițiilor sportive, în cazul în care sunt implicate practici de constringere de corupție și necinstite, după cum este definit în legislația națională.

### **Articolul 16 – Ascunderea profiturilor infrațiunilor relaționate cu manipularea competițiilor sportive**



1. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative și de altă natură necesare pentru a stabili în calitate de infracțiuni, în baza legislației sale naționale, comportamentul menționat în articolul 9, paragrafele 1 și 2, ale Convenției Consiliului Europei cu privire spălarea, descoperirea, sechestrarea și confiscarea veniturilor provenite din activitatea infracțională și finanțarea terorismului (2005, CETS No. 198), în articolul 6, paragraful 1 al Convenției Națiunilor Unite împotriva criminalității organizate transnaționale (2000) sau în articolul 23, paragraful 1 al Convenției Națiunilor Unite împotriva corupției (2003), când infracțiunea care dă naștere unui profit este una din cele menționate în articolele 15 și 17 ale acestei Convenții și în cazurile de extorcare de fonduri, corupție și fraudă.

2. La luarea deciziei cu privire la grupul de infracțiuni care vor fi considerate ca fiind infracțiuni menționate în paragraful 1, fiecare Parte, poate decide în conformitate cu legislația sa națională cum va defini infracțiunile și natura oricăror elemente speciale care le fac grave.

3. În cadrul său de prevenire a spălării banilor, fiecare Parte va cere operatorilor de pariuri sportive să aplice precauție privind clientela, evidența și raportarea cerințelor.

#### **Articolul 17 – Complicitatea și tănuirea**

1. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative și de altă natură necesare pentru a stabili în calitate de infracțiuni, în baza legislației sale, cazurile comise intenționat, complicitatea și tănuirea comiterii unei infracțiuni menționate în articolul 15 al acestei Convenții.

#### **Articolul 18 – Răspundere colectivă**

1. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative și de altă natură necesare pentru a asigura că persoanele juridice pot fi trase la răspundere pentru infracțiunile menționate în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții, dacă ele au fost comise pentru beneficiul lor de către altă persoană fizică, care a acționat fie individual sau în calitate de membru al unei organizații a persoanei juridice, care deține funcție de conducere în cadrul companiei, în baza:

- a. unei procuri de reprezentare a persoanei juridice;
- b. împuternicirii de a lua decizii în numele persoanei juridice;
- c. împuternicirii de a exercita control în cadrul companiei.

2. Supusă principiilor juridice ale Părții, răspunderea persoanei juridice trebuie să fie civilă sau administrativă.

3. În alte cazuri decât cele menționate în paragraful 1, fiecare Parte va întreprinde măsurile necesare pentru a garanta că persoana juridică poate fi făcut responsabilă când lipsa supravegherii sau controlului persoanei fizice menționate la paragraful 1 a făcut posibilă comiterea infracțiunii menționate în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții de către persoana fizică care acționează în baza împuternicirii persoanei juridice pentru beneficiul acesteia.

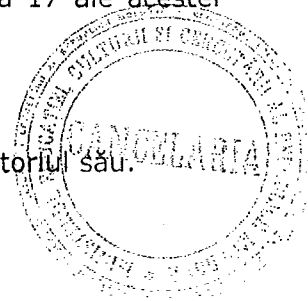
4. Această răspundere nu va aduce atingerea răspunderii penale a persoanei fizice care a comis infracțiunea.

### **Capitolul V – Jurisdicție, procedură penală și măsuri de executare**

#### **Articolul 19 – Jurisdicție**

1. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative sau de altă natură necesare pentru a stabili jurisdicția cu privire la infracțiunile menționate în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții unde această infracțiune este comisă:

- a. pe teritoriul său, sau
- b. la bordul unei nave care poartă drapelul său, sau
- c. la bordul unei aeronave înregistrate în baza legislației sale, sau
- d. de unul din cetățenii săi sau de o persoană care are viza de reședință pe teritoriul său.



2. Fiecare Stat sau Uniunea Europeană poate, la momentul semnării sau la depunerea spre păstrare a documentului de ratificare, acceptare sau aprobare, printr-o declarație adresată Secretariatului General al Consiliului Europei, să declare că își rezervă dreptul de a aplica sau ba, doar în cazuri sau condiții specifice, regulile cu privire la jurisdicție menționate în paragraful 1, sub-paragraful d) al acestui articol.

3. Fiecare Parte va lua măsuri legislative sau de altă natură necesare pentru a stabili jurisdicția cu privire la infracțiunile menționate în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții în cazurile în care un infractor pretins este prezent pe teritoriul său și nu poate fi extrădat altei Părți în baza naționalității sale.

4. Când mai multe Părți invocă jurisdicția cu privire la o infracțiune pretinsă menționată în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții, Părțile implicate, unde va fi cazul, se vor consulta privind determinarea celei mai corespunzătoare jurisdicții pentru scopurile urmăririi.

5. Fără a aduce atingerea regulilor generale ale legislației internaționale, această Convenție nu exclude oricare jurisdicție penală, civilă sau administrativă exercitată de o Parte în conformitatea cu legislația sa națională.

## **Articolul 20 – Măsuri pentru protejarea probelor electronice**

1. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative sau de altă natură necesare pentru a proteja probele electronice, printre altele, prin intermediul păstrării accelerate a datelor informatice stocate, păstrării accelerate și divulgării datelor de trafic, ordine de producere, căutarea și confiscarea datelor informatice stocate, colectarea în timp real a datelor de trafic precum și captarea datelor de conținut, în conformitate cu legislația sa națională, la investigarea infracțiunilor menționate în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții.

## **Articolul 21 – Măsuri de protecție**

1. Fiecare Parte va adopta măsurile legale necesare pentru a oferi în mod eficient protecție: a. persoanelor care oferă, cu bună credință invocând motive rezonabile, informație cu referire la infracțiunile menționate în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții sau care cooperează în alt mod cu autoritățile de investigație sau urmărire penală;  
b. martorilor care au făcut declarații cu privire la infracțiuni;  
c. în caz de necesitate, membrilor familiilor persoanelor menționate la sub-paragrafele a) și b).

## **Capitolul VI – Sancțiuni și măsuri**

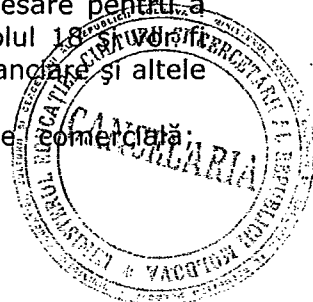
### **Articolul 22 – Sancțiuni penale împotriva persoanelor fizice**

1. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative sau de altă natură necesare pentru a asigura că infracțiunile menționate în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții, comise de persoane fizice, vor fi pedepsite prin sancțiuni eficiente, proporționale și disuasive, inclusiv prin sancțiuni financiare, luându-se în considerare gravitatea infracțiunii. Aceste sancțiuni vor include penalități care vor invoca privarea de libertate care ar putea da naștere extrădării, după cum este definit în legislația națională.

### **Articolul 23 – Sancțiuni penale împotriva persoanelor juridice**

1. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative sau de altă natură necesare pentru a asigura că persoanele juridice vor purta răspundere în conformitate cu articolul 18 și vor suferi supuse sancțiunilor eficiente, proporționale și disuasive, inclusiv sancțiunilor financiare și altele cum ar fi:

- a. privare temporară sau permanentă de a exercita o anumită activitate comercială;
- b. plasarea sub supraveghere juridică;
- c. ordin judiciar de lichidare.



## **Articolul 24 – Sancțiuni administrative**

1. Fiecare Parte, va adopta, unde va fi cazul, astfel de măsuri legislative sau de altă natură cu privire la acțiunile care pot fi pedepsite în baza legislației sale naționale, necesare pentru a pedepsi încălcările stabilite în conformitate cu această Convenție prin sancțiuni eficiente, proporționale și disuasive și măsuri care respectă procedurile stabilite de autoritățile administrative, când decizia poate da naștere unei proceduri în fața unui tribunal cu jurisdicție.

2. Fiecare Parte va asigura că măsurile administrative vor fi aplicate. Acest lucru poate fi făcut de autoritatea de reglementare a pariurilor sau altă autoritate sau autorități responsabile, în conformitate cu legislația sa națională.

## **Articolul 25 – Sechestrare și confiscare**

1. Fiecare Parte va adopta astfel de măsuri legislative sau de altă natură în conformitate cu legislația sa națională, pentru a permite sechestrarea sau confiscarea:

- a. mărfurilor, documentelor sau altor instrumente utilizate sau intenționate pentru a fi utilizate, în comiterea infracțiunilor menționate în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții;
- b. veniturile acestor infracțiuni, sau proprietatea unei valori ce corespunde cu aceste venituri.

## **Capitolul VII – Cooperare internațională în materie penală și altele**

### **Articolul 26 – Măsuri în vederea cooperării internaționale în materie penală**

1. Părțile vor coopera una cu alta, în conformitate cu prevederile acestei Convenții și cu documentele relevante aplicabile internaționale și regionale, cu dispozițiile convenite în baza legislației uniforme și reciproce și cu legislația națională, cât mai mult posibil, pentru scopuri de investigații, urmărire penală și proceduri juridice cu privire la infracțiunile menționate în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții, inclusiv pentru scopuri de sechestrare și confiscare.

2. Părțile vor coopera cât mai mult posibil în conformitate cu tratatele aplicabile internaționale, regionale și bilaterale cu privire la extrădare și asistență reciprocă în materie penală și în conformitate cu legislația națională, cu privire la infracțiunile menționate în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții.

3. În materii de cooperare internațională, indiferent dacă incriminarea dublă este considerată o obligație, se va considera ca fiind îndeplinită, indiferent dacă legea Statului solicitat plasează infracțiunea în cadrul aceleiași categorii de infracțiuni sau folosesc același termen pentru a denumi infracțiunea ca și Statul solicitant, dacă comportamentul care stă la baza infracțiunii cu privire la care este solicitată asistență juridică reciprocă sau extrădarea este o infracțiune în baza legislației ambelor Părți.

4. Dacă Partea care efectuează extrădarea sau execută asistență juridică reciprocă în materie penală în baza unui tratat primește o cerere de extrădare sau de asistență juridică în materie penală de la Partea cu care nu are vreun tratat, acționând prin respectarea obligațiilor sale în baza legislației internaționale și fiind supusă condițiilor prevăzute de propria legislație națională, poate considera această Convenție ca bază juridică pentru extrădare sau asistență juridică reciprocă în materie penală cu privire la infracțiunile menționate în articolele de la 15 la 17 ale acestei Convenții.

### **Articolul 27 – Alte măsuri de cooperare internațională în ceea ce privește prevenirea**

1. Fiecare Parte va tinde să integreze, unde va fi cazul, prevenirea și combaterea manipulării competițiilor sportive în programele de asistență pentru beneficiul Statelor terțe.

### **Articolul 28 – Cooperarea internațională cu organizații sportive internaționale**



1. Fiecare Parte, în conformitate cu legislația sa națională, va coopera cu organizațiile sportive internaționale în combaterea manipulării competițiilor sportive.

## **Capitolul VIII – Urmări**

### **Articolul 29 – Furnizarea de informații**

1. Fiecare Parte va transmite Secretariatului General al Consiliului Europei, în una din limbile oficiale ale Consiliului Europei, toată informația relevantă cu privire la măsurile legislative și de altă natură întreprinse pentru respectarea termenilor acestei Convenții.

### **Articolul 30 – Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției**

1. Pentru acest scop al Convenției, Comitetului pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției prin prezentul stabilește următoarele:

2. Fiecare Parte poate fi reprezentată în Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției de unul sau mai mulți delegați, inclusiv reprezentanți ai autorităților publice responsabile pentru regulamentul sportiv, de aplicare a legii precum și de pariuri. Fiecare Parte va avea un singur vot.

3. Adunarea parlamentară a Consiliului Europei precum și alte comitete interguvernamentale ale Consiliului Europei, vor numi fiecare câte un reprezentant al Comitetului pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției pentru a contribui la abordare multisectorială și multidisciplinară. Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției poate, în caz de necesitate, va invita prin decizie unanimă, oricare Stat care nu este Parte a Convenției, oricare organizație sau organ internațional, să fie reprezentate de către un observator la ședințele lui. Reprezentanții numiți în baza acestui paragraf vor participa la ședințele Comitetului pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției fără drept de vot.

4. Ședințele Comitetului pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției vor fi convocate de Secretariatul General al Consiliului Europei. Prima sa ședință va avea loc în cel mai scurt timp posibil și în oricare caz, în decursul unui an după data intrării în vigoare a Convenției. Acesta va convoca ședință ori de câte ori aceasta va fi solicitată de cel puțin o treime din Părți sau de Secretariatul General.

5. Fiind supus stipulațiilor acestei Convenții, Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției va elabora și adopta prin consens propriile reguli și proceduri.

6. Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției va fi ajutat de Secretariatul Consiliului Europei în îndeplinirea funcțiilor sale.

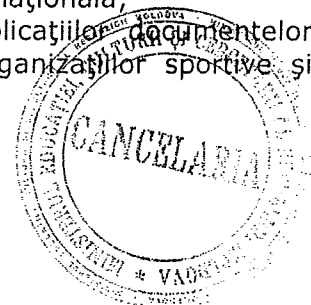
### **Articolul 31 – Funcțiile Comitetului pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției**

1. Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției este responsabil pentru continuarea implementării acestei Convenții.

2. Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției va adopta și modifica lista organizațiilor sportive menționate în articolul 3.2, asigurând publicarea acesteia într-un mod corespunzător.

3. Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției, în mod special:

- a. poate face recomandări Părților cu privire la măsurile care urmează a fi luate pentru scopurile acestei Convenții, în mod special cu privire la cooperarea internațională;
- b. unde va fi cazul, poate face recomandări Părților, în urma publicațiilor documentelor explicative și în rezultatul consultării prealabile cu reprezentanții organizațiilor sportive și operatorii de pariuri sportive, în special privind:



- criteriul care urmează a fi stabilit de organizațiile sportive și operatorii de pariuri sportive pentru a beneficia de schimbul de informații menționat în articolul 12.1 al acestei Convenții;
- alte căi care urmăresc sporirea cooperării operaționale între autoritățile publice relevante, organizațiile sportive și operatorii de pariuri, după cum este menționat în această Convenție;

c. poate informa organizațiile internaționale relevante și publicul despre activitățile întreprinse în cadrul acestei Convenții;

d. poate pregăti o evaluare pentru Comitetul de Miniștri la solicitarea oricărui Stat care nu este membru al Consiliului Europei și care va fi invitat de către Comitetul de Miniștri să semneze Convenția în conformitate cu articolul 32.2.

4. Pentru a-și îndeplini funcțiile sale, Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției poate, la propria inițiativă, convoca ședințe ale experților.

5. Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției, cu acordul prealabil al Părților vizate, va organiza vizite ale Părților.

## **Capitolul IX – Stipulații finale**

### **Articolul 32 – Semnarea și intrarea în vigoare**

1. Această Convenție va fi deschisă spre semnare de către Statele Membre ale Consiliului Europei, alte State Părți ale Convenției Culturale Europene, Uniunea Europeană și Statele care nu sunt membre care au participat la elaborarea sa sau beneficiază de statut de observator în cadrul Consiliului Europei.

2. Această Convenție va fi de asemenea deschisă spre semnare de către alte State care nu sunt membre ale Consiliului Europei la invitația Comitetului de Miniștri. Decizia de a invita un Stat care nu este membru pentru a semna Convenția, va fi luată de majoritatea după cum este menționat în articolul 20.d al Statutului Consiliului Europei, și prin vot unanim al reprezentanților Statelor Contractante cu drept de a participa în Comitetul de Miniștri, după consultarea Comitetului pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției, odată stabilit.

3. Această Convenție este supusă ratificării, acceptării sau aprobării. Documentele ratificării, acceptării sau aprobării vor fi depuse spre păstrare la Secretariatul General al Consiliului Europei.

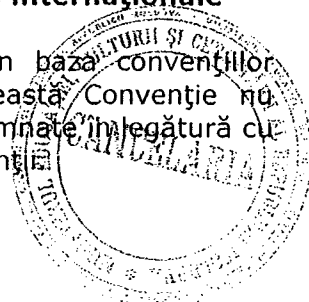
4. Această Convenție va intra în vigoare în prima zi a lunii după expirarea perioadei de trei luni după data la care 5 semnatori, inclusiv cel puțin 3 State membre ale Consiliului Europei și-au exprimat acordul de a fi uniți prin Convenție în conformitate cu stipulațiile paragrafelor 1, 2 și 3.

5. În ceea ce privește alt Stat semnatar sau Uniunea Europeană care își exprimă ulterior acordul de a fi unită prin aceasta, Convenția va intra în vigoare în prima zi a lunii după expirarea perioadei de 3 luni după data exprimării acordului de a fi unită prin Convenție în conformitate cu stipulațiile paragrafelor 1, 2 și 3.

6. O Parte contractantă care nu este membru al Consiliului Europei va contribui la finanțarea Comitetului pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției în modul stabilit de Comitetul de Miniștri după ce aceasta a fost consultată.

### **Articolul 33 – Efectele Convenției și conexiunea cu alte instrumente internaționale**

1. Această Convenție nu afectează drepturile și obligațiunile Părților în baza convențiilor multilaterale internaționale privind subiectele specifice. În special, această Convenție nu modifică drepturile și obligațiunile care rezultă din alte acorduri anterior semnate în legătură cu combaterea dopajului și în conformitate cu obiectul și scopul acestei Convenții.



2. Această Convenție, completează în mod special, unde este cazul, tratatele aplicabile multilaterale și bilaterale dintre Părți, inclusiv stipulațiile:

- a. Convenției Europene cu privire la extradare (1957, ETS No. 24);
- b. Convenției Europene cu privire la asistența reciprocă în materie penală (1959, ETS No. 30);
- c. Convenției cu privire la spălarea, descoperirea, sechestrarea și confiscarea produselor infracțiunii (1990, ETS No. 141);
- d. Convenției Consiliului Europei privind spălarea, descoperirea, sechestrarea și confiscarea produselor infracțiunii și finanțarea terorismului (2005, CETS No. 198).

3. Părțile Convenției pot încheia tratate bilaterale și multilaterale una cu alta cu privire la aspectele abordate în această Convenție pentru a completa și consolida stipulațiile acesteia sau pentru a facilita aplicarea principiilor incluse în prezenta.

4. Dacă două sau mai multe Părți au încheiat deja un tratat cu privire la aspectele abordate în această Convenție sau au stabilit în alt mod legături cu privire la astfel de aspecte, ele de asemenea vor avea dreptul să aplice acel tratat sau să reglementeze acele relații în mod corespunzător. Cu toate acestea, când Părțile stabilesc relații în legătură cu aspectele abordate în această Convenție în alt mod decât cel menționat în prezenta, ei o vor face astfel încât să fie compatibile cu principiile și obiectivele Convenției.

5. Nimic din această Convenție nu va afecta drepturile, restricțiile, obligațiunile și responsabilitățile Părților.

#### **Articolul 34 – Condiții și garanții**

1. Fiecare Parte va garanta că stabilirea, implementarea și aplicarea competențelor și procedurilor menționate în capitolele de la II la VII vor fi supuse condițiilor și garanțiilor furnizate în baza legislației naționale, care vor oferi protecție corespunzătoare a drepturilor și libertăților omului, inclusiv drepturilor care decurg în conformitate cu obligațiile pe care le-a întreprins în baza Convenția pentru apărarea drepturilor omului și a libertăților fundamentale, Pactul Internațional al Națiunilor Unite din 1966 cu privire la Drepturile Civile și Politice și alte instrumente internaționale aplicabile cu privire la drepturile omului și care vor încorpora principiul proporționalității în legislația lor națională.

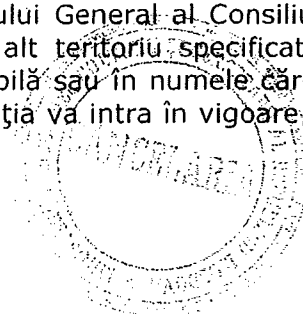
2. Astfel de condiții și garanții, după caz, având în vedere natura procedurii sau competenței vizați, printre altele, vor include supraveghere juridică sau independentă de altă natură, criterii care vor justifica aplicarea precum și limitarea domeniului de aplicare și durata unei astfel de competențe sau proceduri.

3. În măsura în care coincide cu interesul public, în mod special este în concordanță cu buna administrare a justiției, fiecare Parte va lua în considerare impactul competențelor și procedurilor din aceste Capitoare în baza drepturilor, responsabilităților și intereselor legitime ale părților terțe.

#### **Articolul 35 – Aplicare teritorială**

1. Oricare stat sau Uniunea Europeană, oricând la semnare sau la depunerea spre păstrare a documentelor de ratificare, acceptare sau aprobare, poate specifica teritoriul sau teritoriile pentru care această Convenție va fi aplicabilă.

2. Fiecare Parte, mai târziu, printr-o declarație adresată Secretariatului General al Consiliului Europei, poate prelungi aplicarea acestei Convenții pentru oricare alt teritoriu specificat în declarație și pentru acele relații internaționale în care este responsabilă sau în numele cărora este abilitată să stipuleze. Cu privire la un astfel de teritoriu, Convenția va intra în vigoare în



prima zi a lunii după expirarea perioadei de 3 luni după data primirii declarației de către Secretariatul General.

3. Oricare declarație făcută în baza celor 2 paragrafe privind procedurile, referitor la oricare teritoriu specificat într-o astfel de declarație, poate fi retrasă printr-o notificare adresată Secretariatului General al Consiliului Europei. Retragera va intra în vigoare în prima zi a lunii după expirarea perioadei de 3 luni după data primirii unei astfel de notificări de către Secretariatul General.

### **Articolul 36 – Clauză federală**

1. Un Stat federal poate avea dreptul de a-și asuma obligațiunile în baza Capitolelor II, IV, V și VI ale acestei Convenții în concordanță cu principiile sale fundamentale de control al relației dintre guvernul central și Statele constitutive sau alte entități teritoriale asemănătoare, cu condiția că este încă capabil să coopereze în baza Capitolelor III și VII.

2. Când sunt puse condiții în baza paragrafului 1, un Stat federal poate să nu aplice termenii unei astfel de condiții pentru a exclude sau diminua în mod substanțial obligațiunile sale de a furniza măsurile menționate în Capitolele III și VII. La mod general, el va oferi pentru o aplicare vastă și eficientă, aptitudini cu privire la aceste măsuri.

3. În ceea ce privește stipulațiile acestei Convenții, aplicarea căreia intră în jurisdicția fiecărui Stat constitutiv sau altor entități teritoriale asemănătoare care nu sunt obligate prin sistemul constituțional al federației să întreprindă măsuri legislative, guvernul federal va informa autoritățile competente a astfel de State despre menționatele stipulații, despre opinia sa favorabilă, încurajându-le să întreprindă acțiuni corespunzătoare pentru a le pune în aplicare.

### **Articolul 37 – Condiții**

1. Printr-o notificare scrisă adresată Secretariatului General al Consiliului Europei, oricare Stat sau Uniunea Europeană, la data semnării sau la depunerea spre păstrare a documentelor de ratificare, acceptare sau aprobare, poate declara că se folosește de condițiile menționate în articolul 19, paragraful 2 și în articolul 36, paragraful 1. Alte condiții nu vor putea fi puse.

2. O Parte care a pus condiții în conformitate cu paragraful 1, total sau parțial, le poate retrage printr-o notificare adresată Secretariatului General al Consiliului Europei. Această retragere va intra în vigoare la data primirii unei astfel de notificări de către Secretariatul General. În cazul în care în notificare este stipulat faptul că retragerea condiției urmează să intre în vigoare la data specificată acolo, și o astfel de dată este ulterioară datei la care notificarea a fost primită de Secretariatul General, retragerea va intra în vigoare la data ulterioară.

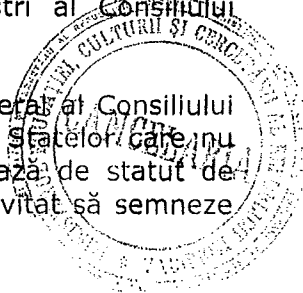
3. O Parte care a pus o condiție o va retrage în totalitate sau parțial, imediat ce circumstanțele o vor permite.

4. Secretariatul General al Consiliului Europei poate întreba periodic Părțile care au pus una sau mai multe condiții despre detaliile cu privire la perspectivele de retragere a unei astfel de condiție.

### **Articolul 38 – Modificări**

1. Modificări la articolele acestei Convenții pot fi propuse de orice Parte, Comitetul pentru întreprinderea măsurilor ulterioare al Convenției sau Comitetul de Miniștri al Consiliului Europei.

2. Oricare propunere pentru modificare va fi comunicată Secretariatului General al Consiliului Europei și va fi expediată Părților, Statelor membre ale Consiliului Europei, Statelor care nu sunt membre și au participat la elaborarea Convenției, celor care beneficiază de statut de observatori în Consiliul Europei, Uniunii Europene, oricărui Stat care a fost invitat să semneze



Elaborată în Magglingen/Macolin, la data de 18 septembrie 2014, în limba engleză și franceză, ambele texte fiind egal autentice într-un singur exemplar care va fi păstrat în arhivele Consiliului Europei. Secretariatul General al Consiliului Europei va transmite copii autentificate fiecărui Stat membru al Consiliului Europei, Statelor care nu sunt membre și care au participat la elaborarea acestei Convenții sau care beneficiază de statut de observator în Consiliul Europei, Uniunii Europene precum și Statelor care au fost invitate să semneze această Convenție.



Prin prezenta confirm că textul alăturat este copia autentică de pe traducerea oficială a Convenției Consiliului Europei privind manipularea în competițiile sportive (Macolin, 18 septembrie 2014), originalul căreia este depozitat la Arhiva Tratatelor a Ministerului Afacerilor Externe și Integrării Europene.



Anatol CEBUC,  
Șef al Direcției Drept Internațional a  
Ministerului Afacerilor Externe și  
Integrării Europene